

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
TRADE-UNIONISME
EN ANGLETERRE
depuis 1914

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Février 1926, à 14 heures

PAR

MARCEL DELION

Licencié ès-Lettres

JURY:

Président: M. GERMAIN MARTIN.

Suffragants: { M. RIST.
M. LESCURE.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

LE TRADE-UNIONISME
EN ANGLETERRE DEPUIS 1914

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
TRADE-UNIONISME
EN ANGLETERRE
depuis 1914

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Février 1926, à 14 heures

PAR

MARCEL DELION

Licencié ès-Lettres

JURY :

Président : M. GERMAIN MARTIN.

Suffragants : { M. RIST.
 { M. LESCURE.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1926

*La Faculté n'entend donner ni approbation,
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.*



Que tous ceux qui m'ont aidé dans ma tâche trouvent au début de ce livre l'expression de ma profonde reconnaissance, et, en particulier, mon cher Maître, Monsieur le Professeur Mestre, et mon camarade et aîné, Monsieur André Philip, leur obligeance m'ayant permis de travailler utilement en Angleterre.

Parmi les personnalités du monde ouvrier britannique qui ont bien voulu m'assister de leurs conseils et me servir de guides dans le milieu trade-unioniste, qu'il me soit permis de citer : Monsieur G. D. H. Cole, Professeur à Oxford, Monsieur H. N. Brailsford, Membre du Parlement et Directeur du New Leader, et Monsieur F. W. Galton, Secrétaire Général de la Fabian Society. A eux tous, j'adresse ici mes sincères remerciements.

Paris, le 8 décembre 1925.

MARCEL DELION.

ABRÉVIATIONS

- A. E. U. Amalgamated Engineering Union.
- A. S. E. Amalgamated Society of Engineers.
- G. F. T. U. General Federation of Trade-Unions.
- L. P. Labour Party.
- N. U. R. National Union of Railwaymen.
- T. U. Trade-Union.
- T. U. C. Trades Union Congress.
- W. E. A. Workers' Educational Association.

INTRODUCTION



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le mouvement ouvrier britannique se distinguait très nettement avant-guerre des mouvements continentaux.

C'était d'abord un mouvement très ancien : de bonne heure les ouvriers anglais avaient senti le besoin de s'unir pour la défense de leurs intérêts communs (1). C'était ensuite un mouvement strictement professionnel : la question politique commençait seulement depuis peu à intéresser l'ouvrier, beaucoup de trade-unionistes ne voyaient pas d'un bon œil le nouveau Labour Party, beaucoup continuaient à voter pour les libéraux, voire pour les unionistes (2). C'était enfin un mouvement très conservateur : la grève n'était qu'un pis-aller, le travailleur préférait s'entendre à l'amiable avec celui qu'il regardait non comme un ennemi, mais comme un collaborateur; les théories marxistes révolutionnaires n'avaient pas de prise sur lui : ses Trade-Unions existaient bien avant elles et n'étaient pas nées de l'explosion d'une théorie sociale. Le besoin de s'assurer contre les maladies, les accidents, le chômage, la vieillesse avaient déterminé les travailleurs à s'unir en des sociétés de secours mutuels, friendly societies, qui, presque toutes s'occupèrent en même temps de la défense des intérêts professionnels de leurs membres, devenant

(1) cf. S. and B. Webb. *History of Trade Unionism*, G. D. H. Cole. *The British Labour Movement*.

(2) Aux élections de décembre 1910, le L. P. ne recueillit que 371.000 voix.

ainsi proprement des Trade-Unions; il va de soi que ces Trade-Unions réservant leurs fonds pour aider leurs adhérents en état de nécessité (chômage, maladie, etc.) ne tenaient pas à les gaspiller dans des grèves inutiles (1) : la grève était le plus souvent un acte réfléchi, ils ne s'y décidaient que lorsqu'ils ne pouvaient plus faire autrement. Et cela nous explique l'immense sectionalisme qui était encore en 1914 le trait dominant des Trade-Unions : inutile de s'unir entre localités différentes, même si l'on était du même métier, inutile — à plus forte raison — de s'unir entre diverses professions; le caractère « assurance » ne réclame pas une concentration excessive : d'union de tous les travailleurs pour la guerre de classes il n'était pas question.

Tradition conservatrice, mutualité, localisme, tels étaient les traits essentiels du vieux trade-unionisme anglo-saxon.

Dans son Organised Labour, Cole nous dit : « Le mouvement trade-unioniste britannique se distingue des mouvements trade-unionistes dans la plupart des pays continentaux en ce qu'il n'a pas été créé par quelque organisation centrale ou sous l'influence d'une idée déterminée, mais qu'il s'est développé presque par pur hasard à travers une longue période pour faire face à des besoins spéciaux et résoudre des difficultés pressantes. Il en résulte

(1) A cet égard, nos syndicats français sont totalement différents. Ils n'ont pas besoin de fonds élevés, car ils se désintéressent des risques professionnels, dont s'occupe des sociétés de secours mutuels distinctes. Ils limitent leur action à la défense des intérêts corporatifs, mais, comme par suite de manque de fonds, ils n'ont « rien à perdre », leurs chefs sont souvent tentés de déborder le terrain strictement professionnel par trop terne, et s'aventurent sur le terrain politique, où les attire un désir maladif de popularité.

que, au fond, l'organisation ne repose sur aucun principe déterminé et que très fréquemment des disputes s'élèvent entre Unions, non seulement sur des questions de détail, mais sur des points affectant les principes vitaux de l'organisation. » (page 23), et encore : « On ne peut dire que le mouvement trade-unioniste soit en Grande-Bretagne enclin à mettre en théories ses opinions comme la plupart des mouvements continentaux. Il s'est développé graduellement, en réponse à d'immédiates nécessités, et il porte toutes les marques de ce développement, de cette croissance. Il s'est adapté lentement en non sans peine à la plupart des conditions changeantes, et a accumulé une vaste réserve de tradition conservatrice qui est à la fois une source de force et de faiblesse. Il trouve la théorie révolutionnaire et l'idéalisme difficiles et largement étrangers à son tempérament, car son organisation a très largement été déterminée par de pures circonstances de fait. » (p. 147).

Certes, ce n'est pas que des idées nouvelles n'eussent commencé à se faire jour. La vague révolutionnaire partie du continent avait, de temps à autre, fait sentir des remous sur la côte briannique. Et, dès avant la guerre, on parlait d'union nécessaire des travailleurs à l'intérieur d'une même industrie, d'industriel unionisme, par opposition au craft unionisme ou unionisme de métier; de petites Unions fusionnaient, c'était l'amalgamation. Mais la tradition était plus forte que tout : d'autres Unions refusaient de s'intégrer dans le nouveau corps, d'autres même se créaient à côté de lui et englobaient ses dissidents. Et, quand même, les nouvelles unions industrielles unionistes ne perdaient

pas le caractère fondamental de leurs devancières, elles demeureraient des sociétés de secours mutuels (1).

Tel était, brièvement résumé, l'état des Trade-Unions en 1914.

Dans l'exposé qui va suivre nous étudierons successivement les changements survenus dans la structure des Trade-Unions, leur puissance et leurs moyens d'action actuels et ce qu'ils ont obtenu pour la classe ouvrière depuis 1914. Enfin, nous verrons rapidement leurs rapports avec le Labour Party et leur activité internationale.

(1) A Philip. *L'Angleterre Moderne*, p. 88.

PREMIÈRE PARTIE

LA STRUCTURE

La structure des Trade-Unions n'a pas sensiblement changé depuis 1914. Toutefois, le mouvement d'*industrial unionisme* commencé avant la guerre s'est accentué et de nouveaux éléments sont venus s'intégrer dans les formations anciennes.

§ I. — Unions de Métier

C'est en 1850-51 qu'est apparu avec la fondation de l'*Amalgamated Society of Engineers* (mécaniciens) le trade-unionisme conservateur tel qu'on est habitué à nous le dépeindre : un Trade-union ne s'intéressant qu'à des travailleurs qualifiés, *skilled men*, c'est-à-dire possédant un métier leur ayant coûté des années d'apprentissage et demandant une certaine intelligence et habileté dans l'exécution, métier par conséquent bien payé; ce Trade-Union demandait de larges contributions à ses membres, ce qui lui permettait en retour de les soutenir largement en cas de besoin (accidents, maladies, etc.). Mais ces syndicats ne s'intéressaient qu'à l'aristocratie de la classe ouvrière — si l'on peut ainsi parler — les travailleurs non qualifiés, *unskilled men* ou *general labourers*, n'ayant appris aucun métier, changeant continuellement d'occupation et mal rétribués, tels que manœuvres, hommes de peine, ba-

layeurs, charretiers, etc., ne sauraient y avoir accès : ils ne pourraient payer de fortes cotisations et, par conséquent, ne sauraient prétendre aux allocations élevées versées par ces syndicats.

Dès 1880, le mouvement socialiste, posé tout entier pour l'Union des travailleurs en face du patronat, secoua ce vieux trade-unionisme. Avec l'aide de jeunes, de nouvelles Unions se fondèrent, unissant dockers, matelots, travailleurs du gaz, et, d'une façon générale, tous travailleurs non qualifiés. Le nouvel unionisme qui atteignit son apogée en 1892, déclina rapidement par la suite ; mais il laissa son empreinte sur le mouvement général. De ces nouvelles Unions beaucoup subsistèrent, quoiqu'à effectif réduit, et, si elles devinrent moins belliqueuses par suite de l'influence des anciennes unions, leurs voisines, par contre celles-ci se réveillèrent un peu de leur torpeur, et, au contact de cette jeune sève, prirent une vie nouvelle, comme en témoigne une augmentation dans le nombre de leurs adhérents : 500.000 en 1880, ils ne furent jamais guère moins de trois demi-millions après 1892 (1).

Le type parfait du vieil unionisme de métier a toujours été et sera encore longtemps l'industrie cotonnière. Dans cette industrie presque tous les ouvriers sont des spécialistes, il y a très peu de manœuvres. Ces spécialistes, bien payés, sont de diverses sortes, fileurs, cardeurs, tisseurs, etc.. et sont pour autant organisés en sept ou huit unions de métier distinctes, *craft unions*, s'entendant chacune directement avec l'employeur dans un esprit de parfaite collaboration. Il n'y a guère que les mécaniciens qui

(1) Cf Cole, *Organised Labour*, p. 5.

soient en dehors. Il ne saurait être question d'unionisme industriel; il n'y a aucune masse importante de travailleurs inférieurs pour y pousser. En 1917, s'est formé la *National Association of Unions in the Textile Trades*, englobant tous les ouvriers du textile (tissage, filage, teinture, etc.); mais ce n'est qu'une association, c'est un groupement des plus lâches. Ce qui n'empêche, d'ailleurs, ces Unions de se tenir, quoiqu'on en dise, à la tête du progrès social : les Webb font justement remarquer que le salaire aux pièces y est le même pour les deux sexes et que la garantie rigide des intérêts de l'ouvrier n'a pas empêché d'y réaliser les derniers progrès de la mécanique (1).

Ce sectionalisme extrême n'est pas toujours sans inconvénient. Peu importe lorsque c'est un sectionalisme *local* ou *régional*, comme dans l'imprimerie : Londres, les comtés, l'Irlande et l'Ecosse ont chacun une association différente, *London Society of Compositors*, *Typographical Association*, *Scottish Typographical Association*, *Dublin Typographical Society*. Mais lorsque la distinction repose non tant sur la localité que sur le *métier*, voire l'occupation, les différenciations ne sont pas toujours nettes et les *craft unions*, jalouses des intérêts de leurs membres, se disputent entre elles un travail semblable : « Pendant des mois, nous dit Cole (2), plombiers et ajusteurs de la côte nord-est, se disputèrent à propos de certaines conduites. A la fin, il fut décidé que les plombiers s'occuperaient de toutes conduites d'une diamètre inférieur à deux inches et demie, et les ajusteurs, de toutes

(1) Webb, *op. cit.*, p. 480.

(2) Cole, *op. cit.*, p. 88.

conduites d'un diamètre supérieur. Malheureusement on avait oublié celles d'un diamètre égal à deux inches et demie, et le conflit fit rage avec une violence non diminuée pendant les années suivantes. Dans un autre cas une dispute, depuis longtemps en cours entre plombiers et ajusteurs, fut finalement arrangée par la décision, pour le moins arbitraire, que la même sorte de travail serait faite par les uns sur les navires de guerre et par les autres sur les navires marchands. » Aussi des conventions d'arbitrage sont souvent conclues entre Trade-Unions voisins, mais elles prévoient généralement l'adjonction de représentants des employeurs, ce qui revient à faire de ceux-ci les arbitres du conflit. Pour éviter cet inconvénient, les Unions affiliées à une même Fédération s'en remettent généralement à elle pour trancher le litige; sinon, elles s'adressent à l'organisation suprême, le Congrès des Trade-Unions. Le Congrès — ou plutôt son organe permanent (actuellement le *General Council*) — a ainsi jugé six conflits en 1920-21, huit en 1921-22, dix en 1922-23, trente en 1923-24, et dix-huit en 1924-25. D'autres fois, une Union vient se plaindre du débauchage de ses Membres par une autre Union rivale : de nombreuses plaintes ont été adressées cette année au Congrès, notamment contre la *Workers-Union*; pendant la grève inofficielle des gens de mer d'août-septembre 1925, grève déclarée contre la volonté des officiels de la *National Sailors' and Firemen's Union*, l'*Amalgamated Marine Workers' Union* rivale ouvrit ses rangs aux trade-unionistes récalcitrants.

Tel est encore l'état d'esprit qui règne dans beaucoup de Trade-Unions.

§ II. — *Unions d'industrie*

Il est évident que des Unions ayant le même champ d'activité professionnelle ont intérêt à fusionner, à *s'amalgamer*, à constituer des unions d'industrie : c'est l'unionisme industriel, unions de travailleurs occupés dans une même industrie (chemins de fer, mines), voire simplement unions de tous ceux dépendant de mêmes patrons : tous les employés municipaux, quelle que soit leur occupation particulière, se retrouveront dans la *National Union of General and Municipal Workers* ; tous les employés des coopératives s'uniront également : peu importe que les uns soient dans l'alimentation et les autres dans le vêtement, mais on excluera les employés dépendant de détaillants particuliers (1). Serrer les rangs dans la même industrie, serrer les rangs en face du patron commun (ce qui, généralement, est la même chose : mines, par exemple), telle est la tendance actuelle du mouvement ouvrier. Mais ces efforts ne sont pas toujours couronnés de succès ; ainsi les deux Unions de gens de mer précitées ont tenté en vain de s'unir cette année, avant que la seconde ne se mette en état d'hostilité déclarée contre la première. Mais à part l'incompatibilité d'humeur, les obstacles ne manquent pas. L'obstacle légal d'abord : jusqu'à 1917, deux Trade-Unions désirant *amalgamer* devaient obtenir l'approbation des deux tiers de leurs membres ; or, les absences sont toujours nombreuses. Cet obstacle n'était cependant pas insurmontable, comme l'avait démontré le cas de la *National*

(1) Cole, *op. cit.*, p. 30.

Union of Railwaymen, créée en 1913. Aujourd'hui la loi exige 50 % de votants, avec une majorité de 20 %, ce qui permet, en fait, de réaliser l'amalgamation de par la volonté d'un tiers des membres. Il y a, en second lieu, l'obstacle financier : les Trade-Unions désirant fusionner n'exigent pas toujours les mêmes contributions de leurs adhérents et n'ont pas le même taux de secours ; il leur faut trouver une solution moyenne ne déplaisant à aucune des deux parties. L'obstacle de beaucoup le plus sérieux est l'esprit de *craft unionisme* ancré dans la tête ouvrière depuis tant de générations et la peur, qui lui est parente, de voir ses intérêts particuliers noyés dans une masse d'intérêts plus forts. On veut bien profiter des avantages inhérents à l'Union par industrie, mais sans, pour cela, rien sacrifier de son indépendance et de ses intérêts propres. Cette peur est souvent mal fondée. Elle n'a pas empêché le fort mouvement de concentration commencé à la veille de la guerre (1), et ralenti par les événements de 1914, de reprendre de plus belle après l'armistice (comme nous le verrons par ailleurs). Mais l'on comprend fort bien la répugnance que témoignent certaines unions à se fondre dans de plus larges. Prenons, par exemple, le cas des chemins de fer. Il est certain que les 60.000 chauffeurs et mécaniciens aujourd'hui unis dans l'*Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen* se sentent suffisamment forts dans cette déjà vaste Union et ne tiennent pas à rejoindre ceux de leurs camarades — chauffeurs et mécaniciens comme eux — qui ont cru préférable d'aller se perdre

(1) Rappelons notamment la *Transport Workers Federation* en 1911 et la *National Union of Railwaymen* en 1913.

dans la masse des 350.000 ouvriers plus ou moins spécialisés que contrôle la *National Union of Railwaymen* : les facteurs des chemins de fer, prêteront-ils attention aux réclamations des mécaniciens ? C'est peu probable. Au Congrès de Hull, 1924, une Commission fut instituée pour s'occuper de l'organisation des travailleurs sur une base industrielle : l'*Associated Society* proposa un amendement disant que « l'organisation par industrie doit s'opérer sans déterminer la disparition des unions existantes. »

De même s'explique l'attitude semblable de la *Railway Clerks' Association* et de ses 60.000 travailleurs non-manuels (chefs de gare, caissiers, employés de bureau, etc.) : travaillant moins longtemps et mieux payés que leurs camarades cheminots, ils se demandent si la grande *N. U. R.* ne considérerait pas leurs revendications comme des moins pressantes.

Les obstacles à l'amalgamation sont donc réels ; c'est pourquoi, lorsque certaines se produisent, des Unions nouvelles se créent, prêtes à recueillir les intransigeants, mécontents de la réussite du processus. Tant est fort l'esprit de *craft unionisme* (1).

Il est très beau d'opposer à l'Angleterre l'exemple d'autres pays comme l'Allemagne. Mais il ne faut pas oublier que ces pays venus plus tard au trade-unionisme ont profité de l'expérience britannique et pu, dès le début, travailler sur une table presque rase.

Ce mouvement d'absorption trouve, d'ailleurs, sa limite

(1) Cf. dans le *Labour Year Book*, 1916, p. 181-186, l'exposé des deux opinions par Bellamy, ancien président de la *N. U. R.*, pour l'unionisme industriel, et par le regretté secrétaire du Congrès des Trade-Unions Fred Bramley, pour l'unionisme de métier.

en lui-même. Deux grandes Unions peuvent se trouver en conflit. La *N. U. R.*, par exemple, vise à s'attacher tous ceux qui travaillent dans les ateliers de chemins de fer, et elle a réussi pleinement auprès des manœuvres; mais la plupart des techniciens, et en particulier les ouvriers métallurgistes, préfèrent appartenir à des Unions de métier spéciales, ayant par ailleurs une forte proportion de leurs membres non employés sur les réseaux ferrés. La même *N. U. R.* a eu tout dernièrement, des difficultés avec les Trade-Unions de gens de mer : elle soutenait qu'elle pouvait accepter dans ses rangs ceux qui travaillaient sur des navires ou des steamers possédés par les Compagnies de chemins de fer, ce que lui déniaient la *National Sailors' and Firemen's Union* et l'*Amalgamated Marine Workers' Union*.

L'amalgamation n'est donc pas un mouvement indéfini; même là où elle se réalise, elle est loin le plus souvent d'être parfaite : de nombreuses Unions restent en dehors, peu soucieuses de sacrifier leur liberté.

Cependant en face d'elles le patronat est rarement désuni. Avec le développement industriel moderne, ces unions doivent pouvoir adopter une ligne de conduite semblable. D'où les fédérations, organes plus lâches que les amalgamations, puisque les parties composantes gardent leur individualité propre; mais organes suffisants tout de même pour prendre en main la défense des intérêts généraux.

§ III. — Fédérations

Certaines fédérations unissent des Unions exactement semblables, mais ayant un ressort géographique différent,

telle la *Miners' Federation* qui unit les Unions de mineurs réparties dans les différents comtés, Yorkshire, South Wales, Durham, etc., unions très homogènes et non rivales ; une telle Fédération peut adopter une ligne de conduite capable de les satisfaire toutes également, leurs intérêts étant semblables et communs. D'autres fédérations unissent à l'intérieur d'une même industrie des unions couvrant une section de travailleurs différents, telle dans l'imprimerie la *Printed and Kindred Trades' Federation*, où voisinent, en différentes unions, compositeurs, relieurs, typographes, imprimeurs, lithographes, etc.. : quoique un peu moins homogène, une telle fédération peut, si elle le veut, avoir des pouvoirs étendus et effectifs, les intérêts de ses membres étant analogues. Mais il n'en est plus de même avec la *National Federation of General Workers* (manœuvres) qui prétend gouverner des Trade-Unions rivaux, parce que s'adressant aux mêmes travailleurs ; ici la Fédération a fort à faire pour accorder les Trade-Unions dans son sein, elle passe son temps à arrondir les angles et en a fort peu pour discuter les questions d'intérêt général ; si elle manque de diplomatie, elle risque de sécessions (1). La *National Transport Workers' Federation* était aux prises avec les mêmes difficultés avant la fusion en 1921 de beaucoup de ses sociétés affiliées dans la principale d'entre elles, la *Transport and General Workers' Union*.

Ces fédérations, quoique plus lâches que les amalgamations, n'en sont pas moins soumises aux mêmes inconvénients dus à l'esprit particulariste. Parfois, elles n'ar-

(1) Cole, *op. cit.*, p. 36.

rivent pas à embrasser toutes les Unions qui devraient dépendre d'elles. Dans les mines, par exemple, beaucoup d'ouvriers spécialistes ont préféré s'organiser dans des unions particulières comprenant des membres venant d'autres industries (mécaniciens de l'*Amalgamated Engineering Union*, électriciens de l'*Electrical Trades Union*); beaucoup de ces unions ne sont pas affiliées à la Fédération Nationale des Mineurs, plus de 30.000 sur 50.000 de ces travailleurs sont en dehors d'elle; et, qui plus est, souvent ces Unions particulières n'agissent pas de concert avec l'Association de Mineurs voisine qui vise à les absorber. D'autres fois, des sécessions se produisent : dans le bâtiment, l'*Amalgamated Union of Building Trade Workers* et la *Plasterers' Society* se sont séparées, voici un an, de la puissante *National Federation of Building Trade Operatives* qui ne date que de 1917.

Ces fédérations ne sont donc pas des plus solides. Mais je m'en voudrais de ne pas citer un essai très curieux de consolidation tenté avec succès dans la métallurgie pendant la guerre. En 1917, les ouvriers du fer et de l'acier s'unirent dans la puissante *Iron and Steel Trades Confederation* : aucune adhésion à l'une quelconque des sociétés constituantes n'était désormais tolérée, tout membre nouveau était directement inscrit sur les seuls registres de la confédération, et tout adhérent de l'une des sociétés constituantes pouvait y demander son transfert. Ainsi, sans heurts, sans froissement, cette association d'une centaine de milliers de membres, est destinée à être le seul Trade-Union qualifié pour représenter les ouvriers métallurgistes. Toutefois, 20.000 ouvriers des hauts-fourneaux (à l'except-

tion des hauts-fourneaux d'Ecosse) et nombre de mécaniciens sont en dehors. Nous avons là une fédération tendant à l'amalgamation pure et simple.

§ IV. — *Concentration ouvrière*

L'après-guerre vit un mouvement croissant d'amalgamation et de fédération. En 1920, c'est l'*Amalgamated Engineering Union*, où viennent se fondre l'ancienne *Amalgamated Society of Engineers* et nombre d'autres Unions de l'industrie mécanique (mécaniciens, forgerons, etc.); c'est également la *National Union of General Workers* qui absorbe les employés municipaux, ouvriers du gaz, conducteurs de machines et de grues et nombre de manœuvres et de femmes; elle est sur le point actuellement (Novembre 1925) de fusionner avec deux autres Unions. En 1922, la *National Union of Textile Workers*, englobe le textile et la teinturerie. Et de même les coopératives et les entrepôts, le papier et le livre, les postes, la musique, le vêtement; de même la menuiserie et la charpenterie. En 1923, 24 Unions se réduisent à 8 par amalgamation. Les Trade-Unions qui avaient atteint le chiffre maximum de 1.337 en 1897 s'étaient réduits à 1.106 en 1915. Pendant la guerre, par suite de l'arrêt du mouvement de concentration et de la venue à l'industrie de nouvelles catégories de travailleurs, un mouvement ascensionnel eut lieu; en 1920, on comptait 1425 Unions. Mais, depuis, la baisse a repris et fin 1924 on n'en comptait plus que 1155.

Voici deux tableaux suggestifs pour ces dernières années : (1)

	Fondation	Dissolution	Réduction par amalgamation	Réduction totale
1920	112	34	82	4
1921	42	72	85	115
1922	25	43	37	55
1923	14	39	16	41
1924	26	18	12	4

La concentration n'est pas douteuse. Et voici, maintenant, pour les fédérations :

1913 : 127 fédérations,	4.373.000 membres
1920 : 113 —	10.740.000 —
1923 : 87 —	5.610.000 —

La perte dans le nombre d'adhérents de 1920 à 1923 s'explique par la crise industrielle — nous étudierons cette question plus loin — mais cela n'infirmes en rien nos conclusions actuelles.

La concentration est surtout très nette dans les mines, les chemins de fer et la métallurgie. Par contre, l'industrie cotonnière et surtout l'enseignement laissent fort à désirer, comme en témoigne le tableau ci-dessous : (2) année 1923.

Mines	114 Unions	918.377 adhérents
Métallurgie	7 —	100.120 —
Constructions mécaniques	109 —	611.097 —
Chantiers maritimes		
Cotons	167 —	369.650 —
Autres textiles	50 —	113.987 —
Ch. de fer	7 —	478.492 —
Autres transp.	23 —	361.006 —
Gens de mer	11 —	91.877 —
Bâtiment	58 —	355.896 —
Enseignement	17 —	196.706 —
Administra- tions publiques	251 —	355.416 —

(1) *Labour Bulletin of Industrial and Political Information*, septembre 1925.

(2) *Labour Bulletin*, septembre 1925.

les diverses unions composant la fédération des mineurs sont ici comptées séparément : près d'une centaine, avec un total de 800.000 membres.

§ V. — *Travailleurs généraux*

La concentration a été particulièrement énergique chez les travailleurs généraux et chez les travailleurs agricoles, notamment pendant la guerre.

Dès 1888-89, les manœuvres, ne pouvant pénétrer dans les « unions de métier » des travailleurs qualifiés, formèrent des Unions séparées, *General Workers' Unions*; des Unions, malheureusement en trop grand nombre, se créèrent parmi les déshérités du travail, et elles commencèrent à se faire une concurrence acharnée : les Unions de spécialistes se disputaient pour délimiter leur sphère d'influence, les Unions de *general labour*, ayant le même champ d'activité, se disputent avec plus d'âpreté encore, c'est la course aux membres.

Certaines se limitèrent à l'organisation dans une industrie déterminée — déjà pourvue d'Unions de spécialistes — de la masse des travailleurs inférieurs, ainsi dans le bâtiment. D'autres s'attachèrent à des industries n'employant que des travailleurs ordinaires, blanchisserie, brasserie, etc.. D'autres même visèrent à organiser des spécialistes non organisés par leur Union particulière par suite d'un manque de propagande effective. Et c'est là surtout que tendent ces Unions : elles organisent les travailleurs inférieurs, mais elles voudraient aussi que les spécialistes viennent à elles : bien payés, ils pourraient fournir de fortes cotisations. Cela n'est pas sans amener des récla-

mations de la part des Unions de spécialistes, d'autant que les Unions de manœuvres mènent souvent leur propagande jusque dans des régions déjà organisées (cf. les plaintes des Unions de boulangers, cordonniers et tailleurs). Mais un processus inverse se produit : ces nouvelles Unions deviennent menaçantes et les anciennes s'efforcent alors de s'attacher les manœuvres qu'elles dédaignaient autrefois, afin de les avoir sous leur coupe. C'est là de l'unionisme industriel le plus compréhensif et l'on a vu la Fédération du Bâtiment vouloir réserver les gros travaux aux manœuvres englobés dans ses Unions de *Builders' Labourers* et se plaindre, mais en vain, de la concurrence des manœuvres appartenant aux Unions de *General Workers*, tout comme chez les *craft unions* l'Union des Plombiers contrôlant les conduites d'eau froide se plaignit de l'Union voisine qui ne voulait pas se cantonner aux conduites d'eau chaude.

La guerre a énormément développé ces Unions de *general labour* : la pénurie de spécialistes et les progrès de la mécanique dans les usines de guerre ont amené l'emploi de simples manœuvres là où des techniciens étaient nécessaires ; ce fut ce qu'on a appelé la *dilution*. Ces nouveaux venus, bien embrigadés dans les usines, se sont facilement organisés dans les Trade Unions : 375.000 en 1913, ils s'y comptaient 1.354.000 en 1920. Mais la fin de la guerre et la crise industrielle les ont ramenés à 437.000 en 1923 (1), répartis dans 21 Unions distinctes. De celles-ci la *National Union of General and Municipal Workers*

(1) 511.000 en 1924.

est de beaucoup la plus importante, elle englobe 10 Unions autrefois distinctes et est actuellement en pourparlers (Novembre 1925) pour amalgamer avec deux autres sociétés; 400.000 travailleurs sont intéressés. La plupart de ces 21 Unions sont affiliées à la *National Federation of General Workers*, qui contrôle, par ailleurs, les 300.000 membres de la *Transport and General Workers' Union* (transports sur route et docks).

§ VI. — *Travailleurs agricoles*

L'Angleterre, depuis Robert Peel et l'abolition des *corn laws* en 1846, a fait de l'exportation de sa houille et de ses produits industriels la pierre angulaire de sa prospérité : Les pays agricoles le savent bien, ils ne consentent à lui acheter ses produits que si elle prend leurs céréales à bon compte; si jamais elle élevait des droits de douane prohibitifs, ils ne tarderaient pas à user de représailles. La Grande-Bretagne a donc abandonné son agriculture à son triste sort, et celle-ci n'a pu supporter la concurrence des autres pays; car la production agricole a toujours été d'un coût de revient élevé en Angleterre : c'est la culture sur de grands domaines comme dans les pays neufs, on ne peut y faire de culture intensive, cela réclamerait des capitaux trop considérables; c'est la culture par des salariés, plus exigeants que les immigrants américains, sous la surveillance de gérants plus ou moins attentifs, les landlords ne sont pas là; cela ne vaut pas le faire-valoir français, la culture de son propre champ par le paysan et sa famille, travailleurs aimant leur terre et ne regardant pas à leur peine. A la veille de la guerre, la surface des terres labou-

rables anglaises allait toujours en diminuant, « on couchait le blé en herbe », on transformait en pâturages, et le paysan s'en allait à la ville travailler dans l'industrie. La guerre et la menace sous-marine mirent l'agriculture au premier plan : devant le spectre de la famine, on développa la superficie des terres labourables, de 11.058.000 acres en 1914 en Angleterre et Pays de Galles elle passa à 12.399.000 en 1919, on paya davantage le travailleur agricole, son salaire hebdomadaire moyen monta de 17 shillings en 1913 à 42 shillings en 1919 (1), et l'effectif trade-unioniste décupla, 22.000 en 1913 les travailleurs agricoles se comptaient 211.000 en 1920, grâce à une active propagande de la part des *Trade Councils* (Bourses du Travail anglaises). Mais la fin de la guerre arrêta cet élan, l'Anglais oublia les sous-marins allemands, l'agriculture fut abandonnée, l'*Agricultural Act* de 1921 qui promettait une subvention pendant quatre ans cessa d'être appliquée après une année d'existence, et le *Wages Board* institué pour assurer un salaire minimum à l'ouvrier agricole fut supprimé, toutefois le gouvernement travailliste le rétablit par la suite; les salaires tombèrent rapidement à 25 shillings et l'émigration reprit vers les villes, près de 100.000 travailleurs quittèrent l'agriculture de 1921 à 1923. Les Trade-Unions se ressentirent de ce changement de politique : ils ne comptaient plus que 61.500 membres en 1924 (soit tout de même près de 180 % de plus qu'en 1913) : 30.000 d'entre eux étaient affiliés au *T. U. C.*, 30.000 le sont encore en 1925.

(1) Cf. A. Siegfried, *L'Angleterre d'Aujourd'hui*, p. 143.

§ VII. — *Travailleurs intellectuels*

Si le fait caractéristique des années de guerre est l'organisation des simples manœuvres et des agriculteurs, celui de l'après-guerre est l'organisation des intellectuels ou — plus largement — des travailleurs non-manuels : commis, clercs, employés de banque, employés de magasin, dessinateurs industriels, chefs d'atelier et contre-maîtres, chefs de gare et surveillants, inspecteurs, journalistes, musiciens, acteurs, infirmières, postiers, instituteurs. En 1919, se fonde la *National Union of Distributive and Allied Workers* (190.000 membres) et en 1920 l'*Union of Post Office Workers* (80.000 membres) et surtout la *National Federation of Professional Technical, Administrative and Supervisory Workers*, unissant 300.000 travailleurs intellectuels. A la vérité, certains étaient déjà organisés avant-guerre, notamment dans l'enseignement. Mais la très grande majorité, par une fierté mal placée, n'osait pas entrer dans un Trade-Union. La plupart du temps, d'ailleurs, tous ces employés formaient des Unions distinctes de celles des ouvriers : les délégués mineurs ont formé des associations séparées ; les chefs de gare, chefs de bureau, etc.. dans les chemins de fer ont toujours, en grande majorité, refusé d'entrer dans la *N. U. R.* et se retrouvent dans la *Railway Clerks' Association*, association distincte ; c'est que la masse des travailleurs ne les regarde pas non plus d'un bon œil, « une section considérable du mouvement trade-unioniste, dit Cole, a encore à être convaincue de la *bona fides* des travailleurs intellectuels », et cependant si, un jour, doit être établi le contrôle de l'in-

dustrie par la classe ouvrière, force sera de faire appel à ces travailleurs intellectuels.

Ainsi, tous les travailleurs sont aujourd'hui organisés : avant-guerre ce n'était que les spécialistes, les techniciens ; à l'heure actuelle, du bas au haut de l'échelle, des manœuvres aux intellectuels, tout le monde du travail a ses Trade-Unions propres.

Et, cependant, ce n'est pas tout. Un dernier fait mérite de retenir l'attention : c'est le progrès encore bien lent fait chez les femmes.

§ VIII. — *Les Femmes*

Pendant longtemps les ouvriers ne voulurent pas admettre les femmes dans leurs Trade-Unions et elles restèrent pour la plupart inorganisées : en 1913, elles se comptaient à 433.000, principalement dans l'industrie cotonnière et l'enseignement. La guerre leur conquit une place de premier rang : la dilution, remplacement d'ouvriers spécialistes par des manœuvres, fut aussi le remplacement par des femmes. Un million et demi d'entre elles vinrent à l'industrie ; les usines de guerre en comptaient 700 à 800.000 sur un personnel de 2 millions. Dédaignées par les Trade-Unions masculins (sauf la *N. U. R.* et quelques rares autres), elles formèrent des Unions féminines, et, en 1920, elles atteignaient le chiffre de 1.340.000. La fin de la guerre amena, avec la fermeture des usines de munitions et le retour des démobilisés à l'atelier, un déclin rapide (sauf dans l'enseignement) ; encore 815.000 en 1923, elles se comptaient 811.000 en 1924. Voici, en mil-

liers, un tableau comparatif par industries pour 1913, 1920 et 1923 : (1)

	1913	1920	1923
Coton	214	293	228
Autres textiles	46	202	111
Vêtement	25	127	69
Commerce et finance	21	131	46
Administrations publiques ..	23	94	66
Imprimerie et papeterie	6	72	48
Enseignement	65	134	135
Travail non spécialisé	23	166	43

La perte est surtout sensible, comme pour les hommes, dans le travail non spécialisé. Là où elles étaient déjà organisées avant guerre (coton, enseignement) les femmes se sont maintenues, malgré la crise.

L'excommunication jetée sur elles, comme sur les travailleurs généraux, par les vieux trade-unions masculins, a été peu à peu levée et n'existe plus guère aujourd'hui : au dernier Congrès des Trade-Unions de Scarborough, septembre 1925, a été votée une résolution pressant tous les Trade-Unions d'accepter les femmes dans leurs rangs. La *National Federation of Women Workers* comprenant les travailleuses non spécialisées s'est fondue peu après la guerre dans la *National Union of General Workers*. On ne peut guère citer que l'*Association of Women Clerks and Secretaries* qui soit restée indépendante. Et, ainsi que nous le verrons prochainement, le *General Council* du *Trades*

(1) Cole, *op. cit.*, et *Labour Year Book*. 1925.

Union Congress, comprend maintenant deux représentants des femmes ; il a créé un sous-comité spécial pour elles. (1)

Néanmoins, la proportion des femmes organisées est très faible : environ 17 % en 1921 au dernier recensement officiel.

§ IX. — *Conseils d'usine*

Nous avons ainsi passé en revue l'organisation de tous les travailleurs, à quelque profession, à quelque rang, à quelque sexe qu'ils appartiennent, dans diverses Unions de métier ou d'industrie, gouvernées plus ou moins étroitement par des Fédérations. Mais *quid* de l'organisation par atelier, par usine ?

Les *branches* de Trade Unions n'ont jamais groupé tous les ouvriers d'un même atelier. Si l'on fait exception des mines, où la *lodge* groupe tous les ouvriers d'un même puits, et de l'imprimerie, où la *chapel* réunit tous ceux d'un même atelier sous la conduite d'un *père* choisi par eux, nous pouvons noter que dans presque toutes les autres industries la branche du Trade Union ne correspond pas forcément à l'usine ; une branche peut réunir des ouvriers de maisons différentes, tout comme les ouvriers d'une même manufacture peuvent appartenir à des branches distinctes. Il n'existe donc pas d'organe qualifié pour s'occuper de toutes questions relatives à un atelier déterminé, des difficultés qui s'y élèvent journallement. Dès

(1) Une évolution parallèle s'est produite dans le domaine politique : la *Women's Labour League* (200.000 adhérentes) est maintenant affiliée au *Labour Party*.

avant-guerre, l'*Amalgamated Society of Engineers* l'avait bien senti : elle avait autorisé les comités de district à nommer un délégué dans chaque atelier, un *shop steward*, mais sa fonction principale était de contrôler les cartes des adhérents et le paiement de leurs cotisations.

Pendant la guerre, les *Munitions Acts* restreignirent le pouvoir des officiels des Trade-Unions. Mais les difficultés, loin de diminuer, se compliquaient avec la *dilution*. (cf *paragraphe XVII*). Les ouvriers sentirent impérieusement le besoin de faire connaître leurs griefs au patronat directement et rapidement. L'on vit d'abord les Comités de District de la Clyde (Ecosse) désigner un nombre croissant de délégués d'atelier ; c'était là le procédé normal, le procédé officiel. Mais bientôt les travailleurs eux-mêmes se choisirent des commissaires responsables devant eux ; ceux-ci formèrent des comités avec présidents et secrétaires. Et lorsqu'en février 1915, la Clyde se mit en grève, un Comité des Travailleurs s'y créa pour gouverner les différents *shop stewards*. A la suite de cette grève le mouvement gagna tout le pays ; partout se créèrent des *shop stewards*, *shop committees*, *workers committees*. Et en décembre 1917, la Fédération des Employeurs des Constructions Mécaniques et treize Trade Unions reconnurent aux travailleurs le droit d'élire des délégués d'atelier (l'*A. S. E.* n'accepta qu'en 1919).

Le mouvement des délégués d'atelier, se termina lorsque commença la crise industrielle qui dure depuis cinq années. Mais il restie que dans l'*Amalgamated Engineering Union* (qui a succédé à l'*A. S. E.* en 1920) les *shop stewards* sont maintenant officiellement représentés dans les

Comités de District et que l'on rencontre des délégués d'atelier dans la chaussure, le textile et la menuiserie. Toutefois, je ne pense pas que le mouvement reprenne de la force lorsque la crise sera passée : les Trade Unions ont toujours vu d'un mauvais œil ce mouvement concurrent. Les *shop stewards* n'ont dû leur développement qu'aux circonstances exceptionnelles de la guerre, 1920 a montré que cette institution ne pouvait se maintenir en période de crise industrielle ; et ce n'est pas en période de prospérité qu'une institution à caractère nettement révolutionnaire prendra naissance. Il se peut que dans l'avenir les Trade-Unions organisent les ouvriers par atelier, la chose est même souhaitable, mais ces organisations resteraient soumises aux Trade-Unions et, loin d'être dressées contre le patronat, collaboreraient avec lui pour la solution amiable des difficultés de chaque jour (1).

§ X. — *Le Pouvoir suprême*

Au-dessus des Trade-Unions et de leurs Fédérations se trouve le *Trades-Union Congress*. C'est un Congrès annuel de presque tous les Trade-Unions importants (4/5 de tous les travailleurs organisés en 1925) (2), où sont débattues des questions très générales et souvent extra-professionnelles. Il se tient en septembre et dure une huitaine de jours. Beaucoup de travailleurs intellectuels n'en font pas partie, telle la *National Union of Teachers* (enseignement) ;

(1) Sur toute la question des *shop stewards*, cf. Cole, *Workshop Organisation* ; Orton, *Labour in Transition*, p. 99 ; S. Webb, *op. cit.*, p. 489 ; A. Philip, *op. cit.*, p. 57.

(2) En 1925, 175 T. U. sur un millier, en 4.343.000 membres sur environ 5 millions et demi.

mais l'affiliation de ces travailleurs est chose relativement nouvelle, elle prend chaque jour de plus en plus d'ampleur.

Le *T. U. C.*, organe sans responsabilité et sans grande action, a cherché à prendre de l'importance. En 1921 il a remplacé son ineffectif *Parliamentary Committee* par un *General Council*, autorité chargée de la coordination du mouvement ouvrier; représentation directe a été ménagée aux principaux groupes de Trade-Unions et aux femmes, divisés par ailleurs en sous-comités distincts. Voici, d'après Cole, *Organised Labour*, la composition du *General Council* en 1923 (membres en milliers) :

Sous-Comités	Groupes	Hommes et Femmes	Femmes	Représen- au G. C.
A	Mines	785		3
	Chemins de fer.....	447	6	3
	Transports	407		2
B	Chantiers maritimes.....	143		1
	Mécaniciens	449	0.3	3
	Métallurgie.....	158	1	2
	Bâtiment, boiserie, ameublement.....	382	3	2
C	Coton	242	120	2
	Autres textiles	160	62	1
	Vêtements	98	57	1
	Cuir.....	87	28	1
D	Verrerie, poterie, commerce détail.....	192	43	1
	Agriculture.....	30		1
	Manœuvres	391	45	4
E	Imprimerie	160	46	1
	Administrations publiques..	170	12	1
	Travailleurs non-manuels..	68	13	1
F	Femmes.....	comprises ci-dessus		2

Malgré des efforts répétés, notamment de la part de la Fédération des Mineurs, aucun pouvoir d'exécution n'a

encore été attribué au *General Council*. Il a simplement pour fonction de s'occuper de la ligne de conduite générale et de la propagande et, plus spécialement, d'assurer le règlement des disputes entre unions, d'agir en accord avec les Trade-Unions sur les questions industrielles et de se concerter avec le *Labour Party* sur les questions politiques; c'est enfin l'organe officiel britannique dans le mouvement international (jusqu'en 1919 la *General Federation of Trade-Unions* y pourvoyait seule). Il n'a guère de puissance rivale en Angleterre : la *G. F. T. U.* n'est plus guère qu'une Société d'assurance contre la grève pour certaines unions (coton, docks), depuis que le *T. U. C.* a, en 1917, assuré son exclusion du Bureau mixte constitué avec le *Labour Party* (cf paragraphe XXVIII).

Mais ce pouvoir sans rival du *General Council* est, si l'on peut dire celui d'un roi soliveau : il règne, il ne gouverne pas. Des efforts ont bien été tentés, mais sans succès. Dernièrement encore, au Congrès de Scarborough, septembre 1925, a été repoussée une résolution autorisant le *General Council* à lever des contributions spéciales sur telle Union ou à ordonner la cessation du travail à telle autre pour en aider une défendant un principe vital de trade-unionisme. Le regretté secrétaire du *T. U. C.* 1924-1925, Fred Bramley estime que c'eût été donner une prime aux grèves et que « la pression maintenant exercée sur les Exécutifs par des sections irresponsables aurait été énormément stimulée », car, étant donné l'appui financier d'autres Unions, les officiels d'Unions en litige se fussent montrés moins sages et moins circonspects; tandis que, lorsque ce sont leurs propres fonds qui marchent, ils

commencent par « épuiser les possibilités d'accord amiable en usant de ce que l'on peut appeler la diplomatie industrielle ». (1)

D'autres ont alors essayé de promouvoir un nouvel organe, en dehors du *T. U. C.* Certains ont rêvé d'une organisation toute puissante, d'une vaste Union, dont les Trade-Unions existants ne seraient que les Sections industrielles. C'est l'idéal communiste de la *One big Union*, idéal exprimé voici 30 ans par la *Social Democratic Federation*, parti d'extrême gauche, et repris de nos jours par les disciples britanniques des *Industrial Workers of the World* américains. L'idée fait des progrès : une timide proposition, présentée par la *National Union of General Workers* au Congrès de Scarborough et demandant au *General Council* de continuer son travail d'amalgamation avec la *One big Union* comme but final n'a été repoussée que par 2.138.000 voix contre 1.787.000.

En attendant, les éléments de gauche (je ne dis pas d'extrême-gauche) avec la Fédération des Mineurs et son actif Secrétaire, M. Cook, à leur tête, s'oriente vers un compromis, l'*Industrial alliance*. Le *T. U. C.* n'ayant pas de pouvoirs assez étendus et la « *One big union* » étant impossible à réaliser pour l'instant, les trois ou quatre principaux Trade-Unions concluraient une alliance industrielle susceptible de jouer chaque fois qu'une question de premier ordre affecterait l'un d'eux (2). Il est facile de voir qu'une grève de mineurs, arrêtant les trans-

(1) *Labour Magazine*, octobre 1925 : Fred Bramley, *Impressions of the Scarborough T.U.C.*

(2) « Nous devons faire du combat d'une Union l'affaire de toutes ». (Chairman du T.U.C., Southport 1922).

ports par manque de charbon, réduira au chômage par centaines de mille les travailleurs. Il est, par conséquent, de tout intérêt que les Trade-Unions n'agissent pas sans avoir consulté leurs voisins. Et si, par ailleurs, ils agissent de concert, c'en sera fait de la résistance des employeurs : la vie du pays étant arrêtée, force leur sera de s'incliner. C'est dans ce but qu'avait été conclue en décembre 1915, la célèbre *Triple Alliance*, déjà projetée avant la guerre, unissant la *Miners Federation* (800.000 Membres), la *N. U. R.* (270.000) et la *Transport Workers Federation* (250.000). Un exécutif de 6 membres, deux par société, devait appeler, en cas de besoin, une conférence plénière des trois exécutifs, mais rien ne pouvait être décidé sans que chacun de ceux-ci en ait référé à l'assemblée de ses membres ! Il y eut des heurts. Mais cela marcha tout de même tant bien que mal jusqu'au fameux *Black Friday*, le vendredi 15 avril 1921, lorsque, s'il faut en croire les mineurs, les cheminots les abandonnèrent traitreusement en plein conflit, au lieu de les soutenir selon les prévisions du pacte. La vérité est qu'avant la grève les éléments modérés de l'Exécutif des Mineurs conseillaient, avec Frank Hodges, de tenter un accord avec le patronat, d'aller trouver le gouvernement et de lui demander ses bons offices. Mais les extrémistes l'emportèrent ; on aurait dit qu'ils avaient envie de voir fonctionner la Triple Alliance pour le plaisir de montrer leur force au pays, dût celui-ci en souffrir. Mal leur en prit : la *N. U. R.* ne l'entendit pas ainsi. Constatant que tout n'avait pas été tenté pour arriver à une solution amiable, elle ne se crut pas obligée d'engager ses membres dans une grève inutile et

coûteuse. Et les mineurs, vaincus et obligés de subir les conditions du patronat, en rejetèrent toute la faute sur les travailleurs du rail.

Et, cependant la *N. U. R.* avait fait preuve de bon sens. Elle a bien montré aux mineurs, cette année que, même sans Triple Alliance, elle était prête à les soutenir quand leur combat était justifié. Les exploitants des mines demandaient, à dater du 1^{er} août 1925, une réduction des salaires ou le retour à la journée de 8 heures, sinon les deux. Ils ne pouvaient, en effet, continuer à fournir le travail aux conditions antérieures par suite d'un déficit accusé. Mais il n'empêchait que le prix de la vie était toujours le même et que les mineurs ne pouvaient supporter de nouvelles réductions de salaires; quant à sacrifier les 7 heures, il ne pouvait en être question. Les cheminots le comprirent et, avec d'autres grandes Unions, décidèrent que si les mineurs devaient se mettre en grève pour obtenir la continuation de l'agrément antérieur, ils seraient derrière eux. Une conférence des Exécutifs de la *N. U. R.* de l'*Amalgamated Society of Locomotive Engineers and Firemen* et de la *Railway Clerks Association*, auxquels se joignit l'Exécutif de la *Transport and General Workers Union*, décida, avec l'approbation du *General Council* du *T. U. C.*, d'arrêter toute manipulation de charbon, en cas de cessation de travail dans les mines : les wagons en contenant ne devaient être attachés à aucun train, ni déchargés pour aucun besoin industriel ou commercial, ni amenés aux soutes des navires. Le charbon déjà en stocks ne pouvait être utilisé que pour l'alimentation des locomotives : le trafic par voie ferrée n'était donc pas suspendu. Toute

manipulation de charbon dans les docks devait cesser, et notamment de charbon importé (car si l'attitude des syndicats français et belges pressentis était favorable, les syndicats allemands ne se montraient pas disposés à empêcher l'exportation de houille en Angleterre) (1). Toute livraison de charbon même pour les usages domestiques, devait être arrêtée. Ainsi si les employeurs ne cédaient pas, c'était la lutte, et les mineurs avaient des alliés. Tout s'arrangea, car l'Etat effrayé se décida à combler le déficit, devant l'attitude déterminée des deux parties. Mais la promesse de soutien des Trade-Unions du rail n'y fut pas pour rien : les ordres d'arrêt de tout transport et de toute manipulation du charbon à dater du 1^{er} août, à 0 heure du matin, étaient partis avant que l'accord intervint, car il ne se produisit qu'à la onzième heure, littéralement parlant, les offres de l'Etat n'ayant été acceptées que le 31 juillet, à onze heures du soir. Les contre-ordres, partis aussitôt n'arrivèrent que quelques heures plus tard : les ordres avaient déjà reçu un commencement d'exécution.

Dans cette chaude alerte « le grand Lion trade-unio-niste prit conscience de sa force » (Cook). Un nouveau projet d'alliance industrielle prit naissance : mines, chemins de fer et autres transports, métallurgie, industries

(1) Le Comité International des Mineurs, réuni à Paris, avait déclaré « que, dans le cas où les patrons anglais mettraient leur menace à exécution le 1^{er} août, une action internationale serait prise. Dans le cas où la grève (internationale) ne serait pas immédiatement réalisable, il est décidé que la production sera réduite dans le pays à un point tel que l'extraction du charbon ne sera pas une menace pour la Grande-Bretagne ». Il manifestait, en outre, l'intention « de se mettre en rapports avec l'organisation internationale des transports, en vue d'empêcher les exportations de charbon ». L'Angleterre, la France, la Belgique, la Hollande, la Tchéco-Slovaquie et l'Allemagne elle-même étaient représentées à cette conférence ; deux représentants de l'Internationale des Transports y siégeaient, Monsieur Edo Fimmen et Monsieur Cramp, secrétaire des cheminots anglais.

mécaniques et électriques, chantiers maritimes et *General labour* sont intéressés. Acceptée par les mineurs (840.000) la *Transport and General Workers Union* (300.000), les électriciens (25.000) et les mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer (60.000), la nouvelle alliance vient, le 6 novembre 1925, d'être rejetée par l'Exécutif de la *N. U. R.*, dont les représentants n'avaient pas obtenu la veille le vote d'un amendement au pacte, exigeant que les Trade-Unions s'affiliant à l'alliance se déclarassent en faveur du syndicalisme d'industrie. C'est que la *N. U. R.* est l'un des plus ferme supports de l'unionisme industriel et n'est pas favorable à la conclusion d'une grande alliance, tant qu'il ne sera pas complètement réalisé : avant de se lier les mains elle veut d'abord être seule et unique maîtresse sur les chemins de fer ; son Secrétaire Général, Thomas, déclarait le 10 juillet dernier : « inutile de parler de grande alliance, alors que la division règne dans nos rangs ». En tous cas tout espoir n'est pas perdu, ce sera long, mais cela se fera.

Le but ultime reste pour certains l'union de tous dans cette alliance, ainsi devenue la « One big Union », l'union de tous les travailleurs pour la lutte de classes. Les éléments modérés inclinent plutôt à penser que l'alliance industrielle devra toujours rester soumise au *T. U. C.*, ce ne devrait être qu'un comité intermittent fonctionnant en cas d'urgence et toujours passager, ses pouvoirs devant un jour ou l'autre revenir au *General Council*. Quoiqu'il en soit, il est certain que le jour où l'alliance sera constituée, elle s'entendra avec le *T. U. C.* ses membres en formant la part dominante. Mais, pour l'instant, malgré son im-

puissance, la *General Council* reste l'organe suprême du monde ouvrier anglais.

§ XI. — *Rivalités : Ecosse et Irlande*

Cette description des organisations ouvrières anglaises ne serait pas complète, si je ne signalais les organisations rivales existant en Ecosse et surtout en Irlande. Des Trade-Unions indépendants, affiliés à un *T. U. C.* indépendant, existent dans ces deux pays.

Toutefois en Ecosse un effort d'amalgamation s'était produit avant-guerre : employés des chemins de fer et mineurs s'étaient ralliés aux syndicats britanniques dominants. Ce qui n'empêchait pas nombre de ces syndicats de maintenir des conseils spéciaux pour l'Ecosse, *Advisory Councils*, *District Councils*, organisations par ailleurs affiliées au *T. U. C.* écossais. C'est surtout en Irlande que les Trade-Unions britanniques avaient le moins de prise, si l'on excepte Belfast et l'Ulster : en 1912 Connolly et Larkin fondèrent l'*Irish Transport and General Workers Union*, qui devint rapidement la principale association irlandaise.

Aujourd'hui, la situation n'a pas sensiblement changé. Nous avons toujours un certain nombre de syndicats écossais spéciaux notamment dans le bâtiment, le textile, l'imprimerie et l'agriculture, travaillant plus ou moins de concert avec les syndicats britanniques. Remarquons, toutefois, que les Unions de *general labour* sont communes à l'Angleterre et à l'Ecosse. Et, en Irlande, l'indépendance du mouvement ouvrier s'est accentuée : l'*Irish Transport and General Workers Union*, d'un unionisme industriel, a

prospéré sous la direction de Connolly et de James Larkin, elle compte aujourd'hui 100.000 membres, la plupart dans l'Etat libre. Cette Union gouverne en fait le *T. U. C.* irlandais. James Larkin, parti en Amérique, en revint voici deux ans et se prit de querelle avec les officiels de l'Union; il organisa alors une union rivale, l'*Irish Workers' Union* de nuance communiste, qui fit tant contre les employeurs et l'Union ancienne (grèves, arrêts brusques de travail, refus de travailler avec des membres de l'autre Union) que ceux-ci finirent par s'entendre contre elle au mois d'août dernier.

Tel est, brièvement résumé, l'état actuel du Trade-Unionisme en Ecosse et en Irlande.

§ XII. — *Le Cadre international*

Avoir décrit le trade-unionisme britannique chez lui ne suffit pas. Voyons, pour terminer, sa place dans le mouvement international.

Le *T. U. C.* britannique et ses 4 millions de membres font partie de l'Internationale Ouvrière d'Amsterdam. Vingt-et-une des vingt-huit fédérations internationales comptent des britanniques, formant en 1920 plus du quart de leurs membres : citons, en particulier, les manœuvres (1.270.000 sur 4.780.000), les mines (900.000 sur 2.000.000), le textile (413.000 sur 1.726.000) et le transport (650.000 sur 2.455.000). Les femmes y tiennent également un bon rang : la Fédération Internationale des Travailleuses établie à Genève en 1921, comptait, au 1^{er} janvier 1923, près de 3 millions de femmes, dont 10 % de britanniques; la Grande-Bretagne n'était dépassée que par l'Allemagne,

mais très largement, avec 1.900.000; c'est que dans ce pays les femmes forment le quart de l'effectif syndical, en Grande-Bretagne elles en forment à peine 15 %.

Nous verrons dans notre quatrième partie le rôle que jouent les syndicats britanniques dans ce mouvement international.

DEUXIÈME PARTIE

LA PUISSANCE

Ayant passé en revue l'évolution dans la structure et l'organisation des Trade-Unions, examinons maintenant leur puissance et leurs moyens d'action : puissance du nombre et puissance de l'argent sont les deux principaux ressorts de ce terrible moyen d'action, la grève.

§ XIII. — *Le nombre*

D'abord puissance du nombre

Les trade-unionistes ne se rencontrent pas partout également nombreux. En pratique, là où l'industrie requiert une marche sans heurts, là où un arrêt serait le plus préjudiciable (mines, chemins de fer, etc...) les travailleurs sont presque tous affiliés aux Trade-Unions : mines de houille, textiles, métallurgie, chantiers maritimes et chemins de fer ont, à eux seuls, près de la moitié du nombre total des adhérents ; en juin 1924, sur 1.267.000 mineurs, 800.000 étaient organisés, et sur 680.000 cheminots, 520.000. C'est dans l'agriculture et le commerce de détail que le mouvement trade-unioniste a le moins de succès. Certains districts sont exceptionnellement forts ; le

coton, fortement organisé en Lancashire et Cheshire, ne l'est guère en Yorkshire (1).

Les évènements de 1914 ont amené de fortes variations. Partis en guerre avec 4.189.000 membres (2), les Trade-Unions doublèrent leur effectif en six années, comptant en 1920, 8.493.000 adhérents; le progrès fut remarquable chez les mécaniciens, les métallurgistes et surtout les manœuvres; en 1914, les Trade-Unions englobaient 34 % des ouvriers et 11 % des ouvrières, en 1921 ces chiffres étaient respectivement devenus 45 % et 17 %. Mais ensuite ils ne cessèrent de décroître jusqu'en 1923 : 5.410.000; en 1924 on note une légère reprise à 5.531.000, reprise surtout nette dans les mines, les transports, le textile et chez les travailleurs généraux : c'est ainsi que les manœuvres du bâtiment ont vu leurs effectifs augmenter de 23 %; par contre le déclin a continué dans l'agriculture, la métallurgie, les constructions navales, les administrations publiques, et cela a pesé sur l'affiliation au *T. U. C.*, qui a continué à diminuer jusqu'en 1924 : 4.328.000; ce n'est qu'en 1925 que le mouvement de hausse reprend à 4.343.000.

Pourquoi cette progression, et pourquoi ce déclin ? C'est ce qu'une enquête menée auprès de divers chefs trade-unionistes m'a permis d'éclaircir.

En premier lieu, la progression. Beaucoup d'ouvriers, auparavant éparpillés dans de petits métiers non affiliés aux Trade-Unions, sont venus dans les usines de guerre, où leur concentration même a permis aux Unions de les

(1) Cole, *Organised Labour*, p. 17.

(2) 1913. Pas de Congrès en 1914.

organiser dans leurs rangs. D'autre part, les femmes, jadis à leur foyer, sont venues remplacer à l'usine leurs maris soldats, elles ont été autant de recrues nouvelles. Quant à leurs maris, ils n'en sont pas moins restés membres de leurs Trade-Unions : par disposition spéciale ils y ont été maintenus sans payer aucune cotisation pendant toute la durée de la guerre, et, qui plus est, beaucoup de soldats n'en ayant jamais fait partie auparavant, y ont adhéré d'enthousiasme, sans avoir rien à payer. On estime que les soldats et les femmes formaient à eux seuls la moitié du nombre total de trade-unionistes. Les Syndicats étaient alors très populaires : leurs chefs faisaient partie des conseils du gouvernement ; les salaires n'avaient guère monté, mais comme on travaillait beaucoup et qu'il n'y avait plus de grèves, en fin de semaine on avait beaucoup à dépenser.

La guerre finie, si les usines de munitions ont dû fermer, par contre le prodigieux essor que prit le commerce à cette époque pendant deux à trois ans permit au monde ouvrier de travailler à plein, et à salaires élevés, ce qui profitait par contre-coup à leurs syndicats. Les besoins, longtemps comprimés par les hostilités, ayant été satisfaits, l'essor se ralentit : déjà en 1920, les commandes cessèrent ; toutefois, on vécut encore quelque temps sur celles déjà passées. Mais en 1921, le commerce s'arrêta. Ce fut alors la baisse inévitable des salaires et le chômage. Nous allons assister au déclin.

Déjà se sont séparés des Trade-Unions beaucoup des soldats peu à peu démobilisés qui y avaient adhéré pour la première fois de leur vie pendant la guerre. Les femmes

cèdent la place à leurs maris revenus : en quittant l'usine, elles quittent le syndicat. Beaucoup des travailleurs venus à la grande industrie pendant la guerre retournent à leurs petits métiers et cessent, pour autant, de faire partie des Unions. Enfin, les chômeurs font de même : il est dur de continuer à payer une cotisation au syndicat, alors que celui-ci a souvent dû cesser toute allocation par suite de l'épuisement de ses fonds ; ceux d'entre eux qui trouvent à nouveau du travail ne se montrent pas pressés d'y retourner, alors que d'autres travailleurs contraints à leur tour au chômage les quittent.

Mais il semble que la baisse soit maintenant terminée ; un léger mouvement de reprise s'est produit en 1924. Il est bon de noter que la force numérique actuelle des Trade-Unions est, malgré un déclin effrayant, supérieure à celle de 1914. Que le chômage cesse, et ils repartiront de plus belle.

On a parlé de l'action due au patronat : l'employeur menaçant de renvoyer tout ouvrier voulant adhérer à un Trade-Union ou n'en démissionnant pas. Ces cas, certainement fréquents avant guerre, ne le sont plus guère aujourd'hui ; l'employeur raisonnable ne semble pas vouloir tirer parti de la situation présente. Il semblerait, au contraire, que l'intimidation se produise en sens inverse. Qu'on me permette d'en citer un exemple récent.

A Kings' Cross (chemin de fer) où travaillent 3.000 ouvriers, il y avait à la fin de 1924, 75 % d'unionistes. Une vive campagne fut décidée pour ramener les non-unionistes, et, en août 1925 il ne restait plus qu'une trentaine d'ouvriers qui se refusaient absolument à adhérer. Les

chefs syndicalistes allèrent trouver la Direction et lui dirent que ce serait la grève si ces trente ouvriers n'adhéraient pas ou n'étaient pas renvoyés. La Direction répondit qu'elle n'y pouvait rien, que cela regardait ses employés. Mais devant les menaces réitérées des chefs syndicalistes elle finit par céder et les récalcitrants adhérèrent. Certes, on peut arguer que ces trente récalcitrants profitaient de toutes les améliorations que le Trade-Union obtenait des employeurs. Mais on peut se demander s'il n'y a pas là tout de même une violation de la liberté individuelle, un véritable abus de pouvoir.

On a parlé, déjà avant la guerre, d'affiliation obligatoire (1), mais alors qu'à peine un tiers des travailleurs sont organisés, de quel droit ce tiers pourrait-il obliger les deux autres à l'imiter ? Il est vrai que dans les grandes industries une large majorité est affiliée; alors même je ne vois pas pourquoi la minorité serait obligée de suivre. Cole admet qu' « il n'y a pas besoin et qu'il serait fatal d'invoquer l'aide directe de la législation pour amener ce dénouement. Il viendra lorsque le temps sera mûr; mais toute tentative pour le rendre légalement obligatoire ferait beaucoup plus de mal que de bien. »

Le sentiment trade-unioniste est, d'ailleurs, resté très fort. On quitte le Trade-Union, parce qu'on ne peut plus payer de cotisation, mais on se promet d'y retourner un jour. Le nombre de voix recueillies par le *Labour Party* aux élections en témoigne, 5.487.000 aux dernières; la grande majorité des travaillistes sont des trade-unionistes. Aux *branch meetings* des Trade-Unions on évalue

(1) Cole. *The World of Labour*, p. 371.

à 25 % le nombre d'adhérents qui y assistent, et les syndicats britanniques se désespèrent de leurs « *sleeping members* », de leurs membres endormis; il est bien des syndicats français qui seraient heureux si seulement 10 % de leurs membres venaient à leurs réunions.

Les Trade-Unions n'ont-ils pas un pouvoir de fait considérable ? Les accords qu'ils passent avec les associations d'employeurs font loi pour tous. Le gouvernement les a même reconnus implicitement pendant la guerre, en acceptant de passer des conventions avec eux, en les consultant sur la législation en cours, en les appelant pour l'assister dans l'administration (*Insurance Act*, Rapport *Whitley*). Ce pouvoir de fait doit leur suffire.

Voici le nombre d'adhérents (en milliers) de tous les Trade-Unions, affiliés ou non au *T. U. C.*, en 1913 et 1920, d'après Cole, *Organised Labour*; en 1923 et 1924, d'après le *Bulletin Quotidien* du 5 décembre 1925 de la *Société d'Etudes et d'Informations Economiques*.

	1913	1920	1923	1924
Agriculture	22	211	79	61
Mines et carrières.....	920	1555	921	966
Poterie et verrerie	»	55	33	30
Métallurgie, construct. mécaniq. et navales	574	1148	711	678
Coton	372	457	366	366
Autres textiles	152	365	239	243
Cuir	»	25	10	10
Vêtement	107	238	76	76
Alimentation	»	40	28	27
Ebénisterie, carrosse- rie, ameublement ...	61	122	99	94
Papeterie et imprimerie	85	221	179	187
Bâtiment	250	572	356	335
Chemins de fer	327	618	478	506

Autres transports	369	645	452	517
Employés de commerce et de banque	98	472	226	234
Administrations publi- ques	239	457	358	318
Enseignement	122	207	197	194
Spectacles	»	52	34	33
Travailleurs généraux.	375	1354	437	511
Divers	»	79	132	134
TOTAUX.....	4189	8493	5410	5531

§ XIV. — *La Tête et les Cadres*

Suivie par toute la classe ouvrière, rappelons comment les syndicats anglais s'organisent pour tirer le maximum de leur puissance redoutable. Leur constitution n'a guère varié depuis la guerre : il y a cependant une tendance marquée vers plus de centralisation.

A la base, nous avons des *branches*, groupant les ouvriers d'après le *lieu d'habitation*, mais il se peut qu'ils travaillent dans des ateliers différents; c'est pourquoi l'A. E. U. a établi des conseils ouvriers et des délégués d'atelier, *shop committees*, *shop stewards*. Les branches n'ont guère de pouvoirs effectifs. Au-dessus d'elles nous rencontrons parfois, comme dans l'A. E. U., des *comités de district*, élus par les branches et doués d'une large autonomie locale, sans pouvoir toutefois engager les fonds de la société. Mais dans les Trade-Unions de formation plus récente, telle la N. U. R., la centralisation est plus grande et des branches on passe directement à l'organisation centrale de l'Union : un *Conseil Exécutif* de 10 à 30 membres, dirigeant la politique générale, conduisant les négociations avec les employeurs, décidant de la grève ou

du travail, mais *élu et contrôlé* par l'*Assemblée Générale* des membres; le *Secrétaire Général* y est l'homme tout-puissant. Chez les mineurs, au-dessus des Trade-Unions ainsi constitués, nous avons la Fédération, c'est elle et son Secrétaire Général qui occupent en fait le premier plan. A l'*A. E. U.*, entre les comités de district et le Conseil Exécutif, on rencontre des comités divisionnaires élus par les premiers et négociant directement avec les associations d'employeurs opposées, tout comme les divers Trade-Unions régionaux de mineurs négocient avec les Associations d'employeurs correspondantes. Bref, le pouvoir appartient à un Exécutif contrôlé par une assemblée générale, mais il est délicat de mesurer la dose de contrôle; s'il importe que les officiels ne perdent pas le contact avec la masse qu'ils représentent, il faut également leur laisser un pouvoir de décision assez large : « Il est reconnu que consulter fréquemment les membres sur de menus faits finit par les lasser du vote, alors même qu'une décision réellement importante doit être prise » (1); à la *N. U. R.* le Comité Exécutif peut décider de la grève sans en référer à l'Assemblée des Membres.

Les Trade-Unions ont des chefs, les Trade-Unions ont des troupes, mais *quid* du nerf de la guerre ?

§ XV. — *L'Argent*

Les Trade-Unions ont toujours tiré la plus grande partie de leurs ressources des contributions de leurs membres. En temps de crise ces contributions ne sauraient suffire et

(1) Cole, *Organised Labour*, p. 68.

il ne saurait être question de lever facilement des contributions supplémentaires; mais les fonds de réserve accumulés durant les périodes de calme sont là pour y parer (cf. tableau A).

Avant la guerre les *craft unions* demandaient en moyenne un shilling par semaine à leurs membres. La classe A de l'A. S. E. payait un shilling et demi, sans compter les contributions supplémentaires qui portaient cette somme à près de deux shillings, tandis que les cheminots et les mineurs, ayant peu de chômage, et les manœuvres, mal payés, donnaient beaucoup moins, 2 à 6 pence. Depuis la guerre, indépendamment de la perte de valeur de la monnaie (l'indice des prix est à 176 en octobre 1925), les travailleurs désirant des allocations plus fortes, il a fallu augmenter les contributions soit régulières, soit supplémentaires; sans entrer dans les détails, disons qu'elles ont, en général, très largement doublé : la contribution moyenne de 28 shillings par membre en 1913, atteignait 68 en 1922.

C'est que les Unions ont beaucoup à dépenser; maladies, accidents du travail, retraites. Mais ce sont surtout les allocations en temps de grève ou de chômage qui grèvent leur budget (cf. tableau B). En 1913, les Trade-Unions officiellement enregistrés dépensèrent 500.000 £ pour les chômeurs; en 1919, un million, et en 1920, un million et demi. En 1921, la crise commence, près de 15 millions sont ainsi dépensés : quoique le Ministère du Travail en payât la moitié, les revenus de l'année et les contributions supplémentaires imposées ne suffirent pas et les fonds de réserve s'appauvrirent de 5 millions £, soit le tiers du

total mis en réserve durant les années de calme de la guerre. Les années suivantes ne contribuèrent pas à améliorer la situation; si bien que beaucoup de Trade-Unions durent suspendre toute allocation de chômage, ce qui, par contre-coup, amena des démissions par centaines de mille. Parfois, ils s'entr'aident : en août 1925, l'Association des Mineurs du Yorkshire a fait don de 1.000 £ aux 135.000 ouvriers du textile en grève et leur a offert un prêt de 5.000 £ sans intérêt pendant 6 mois. Notons l'aide apportée de tout temps par la Banque des Magasins Coopératifs « *Cooperative Wholesale Society's Bank* » (grève des mines de 1921, p. ex.)

Tableau A : Trade-Unions enregistrés légalement en 1921 (1).

	Membres (en milliers)	Dépenses (£ en milliers)	Par Membre	Réserves (£ en milliers)	Par Membre
			sh. d.		sh. d.
Métallurgie.....	1011	9.742	192, 9	4.179	82
Textiles	271	1.680	123,10	940	69
Transports.....	869	2.450	56, 4	2.301	53
Bâtiments.....	456	1.673	73, 4	985	43
Mines.....	841	3.642	86, 6	7	0,3

Sans leurs ressources et sans leur organisation puissante et influente, les Trade-Unions ne pourraient utilement user de leur arme la plus dangereuse, la grève.

(1) D'après Cole, *Organised Labour*.

Tableau B : Détail des dépenses (1)

	Coutils (£ en milliers)	σ_1	Chomage (£ en milliers)	σ_2	Divers (£ en milliers)	σ_3	Investitor (£ en milliers)	σ_4	Fond politique (£ en milliers)	σ_5
1913	447	12,5	405	11,3	1.376	38,4	1.363	37,5	7	0,2
1920	3.219	25,5	1.406	11,1	1.768	14	6.057	47,9	185	1,4
1921	3.427	18,7	7.318	40	2.164	11,8	5.225	23,4	150	0,8
1922	1.428	12,9	2.910	26,4	2.045	18,5	4.351	39,5	268	2,4
1923	721	—	1.081	—	—	—	—	—	283	—

(1) Cole, *op. cit.*, et *Informations Sociales* du B.I.T. 2 mars 1925.

Tableau C : Cotisations, Dépenses et Réserves

	Unions	Membres (en mille)	COTISATIONS		DÉPENSES		RÉSERVES	
			Total (£ en mille)	Moyenne	Total (£ en mille)	Moyenne	Total (£ en mille)	Moyenne
1913	588	3.249	4.554	sh. d. 28	2.349	sh. d. 14,5 1/2	6.513	sh. d. 40,1
1920	620	7.092	12.963	38,6 1/2	12.883	36,4	15.989	45,1
1921	524	5.454	21.065	77,3	26.004	95,4	10.815	39,7 1/2
1922	514	4.506	15.361	67,11	16.325	72,5 1/2	9.861	39,4
1923	491	4.368	8 000 (2)	36,7	—	—	10.800 (2)	49,5

(1) Cole, *op. cit.*, et *Inform. Soc.* B.I.T., 2 mars 1925.

(2) Estimation approximative.

§ XVI. — *La Grève*

La grève a toujours été et sera toujours l'une des armes principales du mouvement ouvrier. Il est même remarquable que les travailleurs intellectuels qui, autrefois, par un faux sentiment de respect humain, n'avaient jamais recours à cette issue terrible, se font moins scrupule de l'employer aujourd'hui : instituteurs, dessinateurs industriels, employés des compagnies d'assurance, etc... Néanmoins, il ne faudrait pas croire que les Trade-Unions déclarent la grève avec plaisir : la grève n'est pas sans amener de sérieuses souffrances au monde du travail, la grève dans une industrie en atteint d'autres par répercussion et force au chômage un grand nombre de travailleurs ; enfin, d'un point de vue plus matériel, les Trade-Unions ne voient pas sans amertume fondre en secours de grève les réserves financières qu'ils ont accumulées. Après le conflit minier de juillet dernier, M. Thomas, Secrétaire de la *N. U. R.*, déclarait : « On a beaucoup parlé au sujet de la victoire magnifique qui vient d'être remportée par les mineurs... Personne ne devrait être satisfait, car rien n'est plus dangereux pour l'avenir de ce pays que de voir les employeurs et le gouvernement contraints d'accorder par la force ce qu'ils refusent à accorder par la raison ; il n'y a pas un homme connaissant le mal que font les grèves qui n'oserait dénier que si nous pouvions obtenir justice et *fair play* par des méthodes raisonnables de discussion, ce serait beaucoup mieux que par la force. » Mais le fait que la grève est permise, le fait que les Trade-Unions n'ont pas peur d'y recourir est un précieux atout dans leurs négociations avec les employeurs, « la conciliation, *soutenue*

par la menace d'une grève, a un rôle des plus utiles » (1). Se demander si les grèves ont, dans l'ensemble, profité ou nui au monde ouvrier est mal poser la question; ce qu'il faut se demander, c'est si les menaces de grèves, réalisées ou non, ont bien servi la cause ouvrière et, là, la réponse n'est pas douteuse.

Voici néanmoins, sous réserve de l'avis ci-dessus, les résultats pour la période 1910-1924 : en faveur des ouvriers 26 %, en faveur des patrons 30 %, compromis 44 %. En 1924, sur 700 conflits, 160 se terminent à l'avantage des ouvriers, 229 en faveur des patrons, il y eut 311 compromis (2).

Quant à la grève de solidarité, le Congrès de Hull, 1924, en a approuvé le principe. Comme nous l'avons vu en étudiant l'alliance industrielle au § IX, elle est susceptible de modalités diverses. Mais la grève de solidarité, si elle est quelque peu étendue, menace d'arrêter la vie économique du pays, ce qui est particulièrement grave dans l'Angleterre industrielle qui n'attend sa nourriture que de l'importation.

L'*Emergency Power Act* de 1920 prévoit la formation et la protection d'un service auxiliaire pour suppléer les grévistes. A la suite du conflit minier de juillet dernier s'est créée une association privée, l'« *Organisation for the Maintenance of Supplies* », semblable à notre Union Civique française. Elle enrôle des volontaires pour assurer la marche des services publics et la distribution des matières de première nécessité (aliments, eau, combustible). Le

(1) Cole. *The World of Labour*. (L'italique est de l'auteur).

(2) *Soc. d'Et. et d'Inform. Econ.* : Bull. quot. 1^{er} août 1925.

Home Office lui a donné son approbation officielle, ce qui n'a pas été sans soulever les protestations des leaders travaillistes. Les plus modérés d'entre eux admettent bien que les intérêts du public doivent être sauvegardés, mais ils déniaient, avec Mac Donald, le droit pour une organisation privée d'organiser cette défense, et une résolution votée à Liverpool au Congrès du *Labour Party* de septembre-octobre 1925, demande au gouvernement de s'entendre avec le *General Council* du *Trades Union Congress* pour mettre sur pied cette organisation, ce qui est, disent ses adversaires, s'en remettre à ceux-là même qui soutiennent la grève générale. Cependant les Trade-Unions se sont toujours montrés raisonnables : la *N. U. R.*, par exemple, n'a jamais soutenu les mineurs que lorsque leur cas était réellement justifié, elle a même alors montré que le public ne lui était pas indifférent (le trafic sur voies ferrées ne devait pas être interrompu en août dernier en cas d'action sympathique, comme nous l'avons vu précédemment).

Mais si la grève industrielle est au-dessus de toute discussion, il n'en est pas de même de la grève politique : *l'action directe* est à condamner énergiquement. Il est inadmissible que dans un pays de liberté démocratique, un parti profite d'une puissance qui lui est propre (puissance du nombre, puissance de l'argent, etc...) pour imposer sa volonté à la nation. A cet égard, je ne saurais trop m'élever contre la menace de grève générale proférée en 1920 pour empêcher le gouvernement britannique d'intervenir dans la guerre russo-polonaise, alors qu'une vague de barbarie, de feu et de sang menaçait de déferler sur l'Europe occidentale à travers la Pologne.

D'ailleurs, la grève générale pour des questions ne touchant pas à la vie immédiate n'intéresse pas l'ouvrier anglais. « Les Trade-Unions ont à prendre les hommes comme ils les trouvent, et les méthodes révolutionnaires n'auront encore pendant longtemps de succès qu'avec les peuples révolutionnaires. En Angleterre le révolté est un phénomène très rare. Les Trade-Unionistes ont, dans l'ensemble, très peu d'esprit révolutionnaire... Le capitalisme n'est pas encore prêt de mourir dans son dernier retranchement. » (1). Clynes, le Secrétaire Général de la *National Union of General and Municipal Workers* disait dans une harangue : « Nous n'avons aucun besoin de nous préparer ici à résister à quoi que ce soit par la force des armes. Si une classe quelconque commençait à agir ainsi, les autres classes voudraient aussitôt en faire autant. La violence intensifierait tous les maux dont nous souffrons et un conflit en règle ne pourrait se terminer que dans la misère pour les familles de la classe laborieuse. »

La période d'avant-guerre fut une période très troublée au point de vue industriel. Les salaires réels avaient baissé de 1900 à 1910 et devant les maigres résultats de l'action politique, les Trade-Unions se décidèrent à entreprendre une action énergique : près de 10 millions de journées de travail furent perdues en 1913, et près de 10 millions également en 1914, dont la majeure partie avant le 1^{er} août : sur un total de 972 conflits nouveaux, 836 prirent place avant cette date. Pendant la guerre les *Munitions Acts* interdirent tout arrêt du travail dans les indus-

(1) Cole, *The World of Labour*, p. 289.

tries intéressés à la défense nationale et le gouvernement allongea sans cesse la liste de ces industries; il y eut là une atteinte très grave à la puissance trade-unioniste. Le nombre des journées perdues tomba au-dessous de 3 millions en 1915 et 1916 et ne fit que doubler en 1917 et 1918. (voir tableau ci-contre). La suspension des hostilités et l'échec du *Labour-Party* aux élections de 1918 amenèrent une reprise du mouvement à 35 millions en 1919 pour atteindre le chiffre record de 85 en 1921 avec les grèves des mines et du coton. Puis le calme revint et les six premiers mois de 1925 n'atteignent pas le million. Mais les trois mois suivants sont lourds de présages mauvais, ils donnent 7.500.000 journées de travail perdues, sans compter la grève des gens de mer britanniques mouillés en Australie, en Nouvelle Zélande et en Afrique du Sud; au 22 septembre 1925, 80 navires, représentant 750.000 tonnes, étaient immobilisés dans ces dominions. Cette grève, qui dura deux mois, fut déclarée le 12 août 1925, contre l'avis des officiels de la *National Sailors' and Firemen's Union* (60.000 membres), à l'instigation d'une organisation rivale de tendance communiste, l'*Amalgamated Marine Workers' Union* (8.000 membres), et en violation d'un accord qui venait d'être signé par la première Union avec les Compagnies maritimes et tacitement accepté pendant douze jours par la seconde. Il y a là un fait des plus graves. Si les officiels d'une union peuvent être battus en brèche par ceux d'une autre, si leurs troupes les désertent, c'en est fait de la puissance trade-unioniste.

Et c'est là l'action insidieuse du parti communiste. Pendant la guerre, la suspension des *trade practices* pa-

rut compromettre le prestige des Trade-Unions. Aujourd'hui, c'est le communisme qui tâche à le miner. Il importe donc, pour se faire une idée exacte de la puissance

Grèves et Lock-outs 1913-1925 (1)

	Disputes nouvelles	Travailleurs en cause en mille)		Jours perdus en mille	Principales Grèves et principaux lock-outs
		directem ^{nt}	indirect ^{em}		
1913	1.459	498	166	9.804	Grève générale de Dublin.
1914	972	326	121	9.878	Bat. (Londres min. (Yorkshire)
1915	672	401	47	2.953	
1916	532	235	41	2.446	Mineurs (Pays de Galles).
1917	730	575	297	5.647	Mécaniciens.
1918	1.165	923	193	5.875	
1919	1.352	2.400	191	34.969	Chemins de fer.
1920	1.607	1.779	153	26.567	Mines.
1921	763	1.770	31	35.772	Mines, coton.
1922	576	512	40	19.850	Mécanic., chantiers maritimes.
1923	628	343	62	10.670	Chantiers maritimes.
1924	709	557	55	8.320	Mines, transports, bâtiment.
1925 (2)	393	640		8.400	Textile (laine), mines, gens de mer.

actuelle des Unions d'examiner d'abord si la suspension des *trade practices* n'a pas laissé de traces et ensuite si le communisme n'est pas très à redouter.

§ XVII. — *La suspension des trade practices*

Les Trade-Unions, grâce à leur mécanisme d'action, avaient réussi depuis toujours à obtenir du patronat des améliorations continues dans les conditions de travail : minima de salaires, maximum de travail, mesures d'hygiène et de protection, limitation du nombre des apprentis (ce qui, par contre-coup, limitait le nombre des ouvriers qualifiés), garantie contre les renvois, etc... Les Trade-

(1) D'après Cole, *op. cit.*, *Labour Bulletin*, octobre et novembre 1925.

(2) Jusqu'en septembre inclusivement et sans compter la grève des gens de mer.

Unions tenaient à tout cet acquis qui faisait leur puissance, ils tenaient à leurs *trade practices*.

Mais avec les hostilités et la mobilisation, avec les besoins nouveaux et pressants en fournitures de guerre, le gouvernement n'eut bientôt pas assez d'ouvriers dans les usines, et le Comité Askwith constitué en février 1915 (1) recommanda, en mars de la même année, l'emploi de femmes et de manœuvres dans des travaux jusque-là réservés à des ouvriers qualifiés, là où la chose était possible, étant convenu que, la guerre terminée, on reviendrait au *statu quo*. Mais après la grève inofficielle de la Clyde, conduite par les *shop stewards*, malgré l'avis des leaders trade-unionistes (8 à 10.000 mécaniciens en grève pendant la dernière quinzaine de février), le gouvernement prit en mains les négociations. Le 17 mars, un accord intervint pour toutes les industries concernant la guerre, entre le gouvernement et les représentants qualifiés des industriels et des ouvriers : tout conflit serait résolu désormais par arbitrage, ni grève, ni lock-outs; et relâchement de tous les règlements de travail, des *trade practices*. Les mécaniciens de l'A. S. E. n'adhérèrent que sous condition que les bénéfices pécuniers supplémentaires, que ce relâchement pourrait procurer au patronat, ne profiteraient qu'à l'Etat; quant aux mineurs, ils n'adhérèrent pas, à cause de l'arbitrage obligatoire. Le *Munitions Act* du 2 juillet, se référant aux usines de munitions, vint confirmer la suspension de « toute pratique ou coutume n'ayant pas force de loi et tendant à restreindre la production ou l'emba-

(1) *Labour year Book* 1916, p. 57; Cole, « *Trade-Unionism and Munitions* »; A. Philip, *op. cit.*, p. 51.

chage ». Mais rien, ou presque rien, ne fut fait pendant de longs mois ; ce n'est qu'en 1916 et 1917 que les atteintes aux trade practices se firent profondes et réitérées, des commissions spéciales avaient été établies en janvier 1916 dans la Clyde (Glasgow) et la Tyne (Newcastle).

La dilution, ou remplacement de travailleurs qualifiés par de simples manœuvres, n'est autre chose, au fond, que le vieux problème des machines. Dès avant la guerre, dans les industries mécaniques, les ouvriers qualifiés se plaignaient de l'introduction de machines nouvelles et perfectionnées pouvant être maniées par un homme peu expérimenté et, par conséquent, moins payé. Leur habileté, acquise après des années d'apprentissage et de métier continu, ne leur servait plus de rien et force leur était d'accepter un salaire réduit, sous peine d'être remplacés par des manœuvres. Contre cet état de choses, les Unions de travailleurs qualifiés avaient toujours vivement protesté et souvent obtenu gain de cause : les perfectionnements n'étaient introduits que lentement, et les anciens ouvriers étaient gardés au taux de salaire antérieur. La dilution fut l'objet d'une résistance pied à pied, et toute altération dans les règles fut contestée comme n'étant pas nécessaire. La dilution ne put faire de réels progrès qu'en ce qui concerne l'emploi des femmes dans les usines nationales ; un salaire égal à celui des hommes leur fut, en général, assuré. A l'été 1917, l'extension de la dilution aux travaux privés était toujours une question non résolue. En juillet 1918, le Ministre des Munitions ayant limité le nombre des travailleurs qualifiés que les employeurs pouvaient engager, les mécaniciens se mirent en grève, malgré l'avis de

leurs chefs; mais la menace de l'envoi au front d'office y mit vite fin. A l'armistice, sur 100 travailleurs de 1914, 41 étaient aux armées et 29 dans les industries de guerre; des femmes et de nouveaux venus à l'industrie remplaçaient ces 70 % manquants; tout ce monde travaillait à plein, les heures supplémentaires étaient la règle (1).

Au mois d'août 1919, le Parlement vota la loi obligeant les employeurs à restaurer avant le 15 octobre 1919 les *trade practices* d'avant-guerre. Néanmoins, la *dilution* a laissé des traces : le sur-travail a été supprimé, le droit de grève rétabli, mais des manœuvres ou de petits spécialistes ont été, et resteront maintenant, admis à des travaux jusque-là réservés à des techniciens, alors que dès avant la guerre, les progrès de la mécanique l'eussent permis, quoiqu'à un degré moindre, si ce n'avait été l'obstacle opposé par les officiels trade-unionistes au nom des *trade practices*; de même, les femmes se sont assurées une place légitime dans des occupations jusque-là exclusivement masculines. Ce sont là des atteintes définitives — et salutaires — aux vieilles règles professionnelles. La dilution a, en outre, permis le développement de l'organisation syndicale des femmes et des manœuvres et leur a même conquis, non sans lutte, l'entrée dans les vieux Trade-Unions. Dilution des catégories de travailleurs, dilution des classes de trade-unionistes, en secouant de vieux préjugés, n'ont fait qu'accroître la puissance syndicale un moment ébranlée par la suspension des *trade practices*.

Mais pourrions-nous en dire autant du communisme ?

(1) W.-A. Orton. *Labour in Transition*, p. 62 et 76.

§ XVIII. — *Le Communisme*

Le communisme est-il fort en Angleterre ? Il n'est pas fort numériquement : au dernier Congrès de juin 1925, les communistes accusaient 5.000 membres affiliés, dont 2.000 ne payaient pas leur cotisation. Mais ce parti a une énorme influence, due à sa grande activité et à l'ardente conviction de ses membres. C'est lui qui inspire le « *National Minority Movement* », extrême-gauche du *T. U. C.*, qui compte 750.000 membres. C'est sous son influence que des résolutions nettement révolutionnaires ont été passées cette année au Congrès de Scarborough (destruction violente du capitalisme, condamnation de l'Impérialisme britannique et de l'exploitation capitaliste des indigènes aux colonies, expropriation du sol au profit de la nation sans indemnité). Il pousse ses hommes aux premières places : Cook, l'agissant Secrétaire de la Fédération des Mineurs, qui joua une part prépondérante dans le conflit des mines de juillet dernier, est un ancien du *Minority Movement*, il ne cache pas qu'il aimerait mieux faire le front de la classe ouvrière avec les communistes plutôt que de s'entendre contre eux avec les employeurs. Le parti communiste possède, enfin, un centre d'information très actif, le *Labour Research Department* de *Buckingham Palace Road* (distinct du *L. R. D.* du *T. U. C.* et du *L. P.*, sis à *Eccleston Square*); c'est un centre d'informations soi-disant indépendant, mais ses directeurs sont acquis à la cause communiste. Le mouvement est donc plus fort que sa force numérique ne semblerait l'indiquer.

Il importe de voir s'il est très à craindre.

Tout mouvement a des causes. Voyons si ces causes

sont très solides. La plupart des trade-unionistes s'accordent à reconnaître que les principaux facteurs de communisme en Angleterre sont la crise industrielle actuelle et le chômage. Il y a une trentaine d'années, de mauvaises conditions industrielles prévalaient, il y eut alors une vague anarchiste très forte dirigée par la *Social Democratic Federation*; dès que le commerce redevint normal, cette vague disparut. C'est là un sentiment très naturel au cœur humain : lorsque l'on est sans travail et que vos chefs ouvriers ne trouvent pour tout remède *effectif* que de vous conseiller la patience, on est tenté de suivre ceux qui vous affirment que l'état de choses actuel n'est dû qu'à l'organisation défectueuse de la société et qu'une révolution apportera du meilleur. C'est pourquoi la Clyde, où le chômage est intense et les conditions de logement déplorables (malgré toutes les promesses d'amélioration) est l'un des principaux foyers communistes. Les chômeurs ayant quitté leurs Trade-Unions, ont formé une organisation nouvelle, l'*Unemployed Workers Movement*, qui, maintes et maintes fois, a demandé affiliation au *T. U. C.*, ce que le Congrès de Scarborough vient une fois de plus de lui refuser, à cause de ses tendances politiques; « les chômeurs n'avaient qu'à rester dans leurs Trade-Unions » pense le Congrès. Il est un fait qui n'a peut-être pas été assez noté; on a dit qu'il était étonnant de voir les masses ouvrières anglo-saxonnes de réputation si modérées s'adonner au bolchevisme; or, si l'on observe les races atteintes, on verra que ce ne sont pas tant les races anglo-saxonnes que les races celtiques : l'Irlande, le Pays de Galles et l'Ecosse (forte émigration irlandaise dans la Clyde) sont

de tempérament plus bouillant et présentent, par conséquent, un terrain assez favorable. Londres a également un fort milieu communiste, comme toutes les grandes villes où se rencontrent les éléments les plus troubles de la population et certains milieux intellectuels très idéalistes, pour ne pas dire utopistes; le parti communiste anglais (et le *Minority Movement*) ne compte guère que des travailleurs manuels dans les provinces; à Londres il compte environ 25 % d'intellectuels.

Mais il semble que si le chômage cesse, le communisme mourra, il ne sera plus que matière à spéculation. Il est vrai que les chefs du parti communiste le dénie : ils disent ne pas avoir tant de recrues parmi les chômeurs, la plupart seraient, malgré leur situation présente, restés fidèles au vieil esprit trade-unioniste, les secours élevés donnés par le gouvernement leur permettant de mener une vie à peu près semblable à celle qu'ils auraient s'ils travaillaient (du moins pour les manœuvres). Le communisme aurait ses principaux adeptes parmi des travailleurs « actifs et intelligents », disent ses protagonistes, beaucoup sont naturellement des travailleurs généraux, mais un très grand nombre se rencontre parmi les techniciens (mécaniciens, par exemple) et dans les postes supérieurs (contre-maîtres, chefs de gare, etc.); très industriels, ils travailleraient en silence dans les « crafts » dont ils font partie, faisant une propagande active et acceptant tous les postes que leur travail professionnel par ailleurs très zélé leur ferait octroyer, tant dans leur usine que dans leur Trade-Union : on n'en rencontrerait que deux ou trois, voire un seul dans chaque atelier, dans chaque branche de syndicat, mais le

noyau serait de valeur et destiné à prospérer. S'il en était ainsi la situation pourrait paraître alarmante. Et il en est ainsi, mais la situation n'en est pas pour cela alarmante. Car, après tout, ces « cellules » ne peuvent progresser que dans un terrain favorable; or, pour l'instant ces jeunes cervaux idéalistes (car ce sont la plupart de jeunes ouvriers) trouvent un terrain favorable non tant dans leur atelier ou leur Union qu'au dehors parmi les chômeurs, quoiqu'on en dise; le jour où le chômage cessera, le jour où les conditions de travail redeviendront meilleures, les ouvriers ne penseront pas davantage à la révolution. L'ouvrier anglais n'est pas un idéaliste : ses Trade-Unions lui ont acquis, par un labeur continu et des sacrifices qu'il a partagés, une condition de vie meilleure; essayer d'un bouleversement révolutionnaire de la société ne le tente pas, il ne peut dire « Je n'ai rien à perdre ». De plus, le terrain favorable (en la circonstance le chômage) ne suffit pas, il faut semer la graine; or, le meilleur agent à cet égard, c'est la presse. Et nous, Français, nous pouvons envier l'Angleterre : le grand organe de la classe ouvrière anglaise, le *Daily Herald*, est entre les mains du *Labour Party*, celui-ci a tout dernièrement, à la fin de septembre 1925, rejeté toute alliance avec le parti communiste; l'ex-Premier Mac Donald a même chargé à fond contre lui. D'autre part, si nous considérons le parti politique communiste anglais, il a, en tout et pour tout, un seul représentant aux Communes, le trop célèbre député de Battersea (Londres), l'Hindou Saklatvala; il faut noter, d'ailleurs, qu'il fut élu comme candidat du Labour Party et qu'il n'adhéra qu'ensuite au parti communiste.

Ce parti n'est donc pas fort : il effraie le travailleur britannique qui craint le « *bloodshed* », l'effusion de sang ; et les travailleurs de la Clyde, fatigués d'une révolution qui ne vient pas, désertent le *Minority Movement* en grand nombre.

Les communistes ont une influence dévastatrice ; pendant la grève des mineurs gallois de l'été dernier, les hommes de sûreté nécessaires à l'évacuation des eaux furent empêchés d'aller à leur travail dans certaines mines (Ammon Pit N° 1), malgré l'avis de la Fédération des Mineurs ; un millier d'ouvriers fut ainsi contraint au chômage, une fois la grève terminée. Un fait analogue s'était déjà produit lors de la grève des mines de 1921. Le travailleur britannique en a assez. A Liverpool des efforts sont actuellement faits pour mettre sur pied un Conseil d'Action propre à mettre en échec l'influence communiste : 100.000 trade-unionistes soutiennent ce mouvement.

Les Trade-Unions veulent rester forts et respectés de tous : ils le resteront.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

Forts et respectés, les Trade-Unions usent de leur puissance matérielle et morale pour le plus grand bien de ceux qu'ils représentent. La journée de travail et le taux des salaires les intéressent tout particulièrement. Pour assurer la mise en œuvre et le respect des garanties et améliorations obtenues à ce double point de vue, ils participent à des organisations mixtes de contrôle, Conseils Whitley et Conseils de Travail. Certains veulent plus et préconisent un contrôle plus étendu de la classe ouvrière, son intervention dans la direction même des entreprises placées sous la surveillance de l'Etat devenu leur propriétaire. Enfin, le chômage et l'habitation sont deux questions qui retiennent l'attention ouvrière très vivement depuis ces dernières années.

Nous allons examiner ces divers problèmes dans ce que la guerre et l'après-guerre leur ont apporté de nouveau.

§ XIX. — *La journée de travail*

Avant la guerre, en Grande-Bretagne, comme dans toute l'Europe, des journées de neuf et dix heures, sinon davantage, étaient la règle, sauf dans les mines, où les travailleurs du sous-sol s'étaient assurés en 1909 la journée de huit heures. La guerre n'améliora pas les choses ; il fallut travailler à plein, et la journée augmenta jusqu'à des quatorze heures et même plus encore. Mais après la

guerre, la journée de huit heures (ou la semaine de 48 heures) devint la règle dans la majorité des industries, le commerce de détail étant l'exception la plus importante; la Convention de Washington, 1919, en recommanda l'adoption universelle. Parfois, les travailleurs se sont même assuré une semaine de travail moindre : 44 heures dans le bâtiment, et la Charte des travailleurs, votée au Congrès de Hull en 1924, en demanda la généralisation à toutes les industries, afin que, malgré la semaine anglaise, on ne travaille jamais plus de huit heures par jour. Les mines ont obtenu un abaissement corrélatif : une convention de 1919 fixe à sept heures la journée, et, pour ne pas demeurer en reste avec leurs camarades des autres industries qui demandent 44 heures par semaine, les mineurs demandent maintenant six heures par jour ! Les heures supplémentaires ne sont pas défendues ; elles sont, cela va de soi, payées plus cher.

D'après une enquête menée en 1923 par le *General Council* du T. U. C. et portant sur plus de quatre millions et demi de trade-unionistes, 24 % travaillaient plus de 48 heures par semaine ; 30 %, 48 heures ; 22 %, 47 ; 7 %, 44 ; 17 %, 42 ; ces chiffres étant des maxima : dans les filatures de coton américain on travaille actuellement moins de 40 heures. Ce respect de la loi de huit heures par les trois quarts des travailleurs est dû, en grande partie, à la crise industrielle.

§ XX. — *Les salaires*

Parallèlement aux efforts faits par les Trade-Unions

pour une diminution générale de la journée de travail, se place leur action en faveur des salaires.

Comme dans tous les pays et pour les mêmes raisons, les Trade-Unions britanniques ont toujours prôné le salaire au temps (1), et les employeurs, le salaire aux pièces : les arguments des deux parties sont connus, inutile de les rappeler ici. Durant la guerre, et encore récemment, malgré l'opposition des syndicats, le salaire aux pièces semble avoir fait des progrès marqués, notamment dans les industries mécaniques. Les Unions ont, toutefois, réussi à obtenir la garantie d'un salaire minimum, ne tenant aucun compte du résultat de la production, afin que les ouvriers malhabiles aient au moins un salaire suffisant pour vivre. Mais le paiement aux pièces n'est pas non plus pour satisfaire pleinement l'employeur : alors que la part revenant aux frais généraux dans le coût de production diminue avec l'augmentation du rendement, la part revenant aux salaires augmente relativement ; c'est pourquoi les chefs d'industrie ont imaginé divers systèmes pour ne payer au travailleur qu'une fraction de sa production supplémentaire (systèmes Halsey, Weir, Rowan) (2).

Une grosse question est celle des salaires féminins. Les femmes ont toujours été moins payées que les hommes pour un même travail, *même dans les coopératives ouvrières* (3). Dans les usines de munitions où le même salaire

(1) Sauf dans l'industrie cotonnière.

(2) Cole. *The Payment of Wages*.

(3) Et d'une façon générale, Cole nous dit qu'« il y a toujours quelques sociétés coopératives qui paient en toute conscience de maigres salaires, même par rapport au taux courant, et le coopératif, même s'il est également un trade-unioniste, est souvent peu disposé à concéder à ses propres employés les concessions qu'il demande de son propre employeur ». (*Organised Labour*, p. III).

fut consenti pour le travail qualifié, lorsque des augmentations eurent lieu les femmes n'en profitèrent pas autant que les hommes. Depuis l'armistice, une campagne en faveur de salaires égaux a repris : une résolution a été votée en ce sens au Congrès de Southport en 1922.

Mais, dominant tous les autres problèmes, se dresse toujours plus véhémement la réclamation des Trade-Unions pour l'établissement de salaires minima par industrie *sur une base nationale*. La fixation de minima légaux, tout au moins par région, par district, est chose acquise aujourd'hui ; leur respect est assuré par des commissions paritaires que nous étudierons plus loin ; c'est une base nationale que l'on réclame maintenant ; l'an dernier, au Congrès de Hull, fut votée une résolution en ce sens, et cette année celui de Scarborough intima au *General Council* de promouvoir une action tendant à établir les taux de salaires (et les heures de travail) des chantiers maritimes sur une base européenne ! A la vérité, la plupart des augmentations de salaires furent depuis la guerre, accordées uniformément dans tout le pays ; mais c'est le salaire de base lui-même que l'on veut remanier, les chemins de fer l'ont obtenu en 1921 ; dans les mines la question est toujours activement débattue.

De 1914 à 1918, les Trade-Unions s'occupèrent surtout de maintenir le taux des salaires au niveau du coût croissant de la vie ; ils n'y réussirent pas toujours. En juin 1915, alors que 20 % du superbénéfice était laissé aux industriels, les ouvriers ne s'assuraient, malgré des heures de travail supplémentaires, qu'un sursalaire juste égal à l'augmentation de la vie ; et fin 1916, alors que les prix de

vente au détail des produits alimentaires étaient 84 % plus élevés qu'en 1914, les salaires n'avaient pas monté en proportion : 20 % seulement chez les mécaniciens. En octobre 1917, fut accordé un bonus de 12 1/2 % à tous les travailleurs au temps des industries mécaniques spécialisées; les travailleurs à la tâche cependant mieux payés, réclamèrent et 7 1/2 % leur fut octroyé; le principe d'un taux minimum de salaires fut, cette même année, étendu en dehors des industries de guerre (*Corn Production Act*, dans l'agriculture).

Si l'on prend toute la guerre, les taux de base du salaire au temps (à distinguer du salaire effectivement perçu) (1) ont monté de 100 à 110 % en moyenne, 91 à 98 % pour les travailleurs spécialistes, 154 à 156 % pour les manœuvres des industries mécaniques et de construction maritime; et pour les femmes 150 % environ. Dès la conclusion de l'armistice, l'Acte sur les salaires de novembre 1918, abrogeant les clauses d'arbitrage obligatoire du Munitions Act, exigea que les salaires fixés sous l'empire de ce dernier, demeuraient minima légaux pendant six mois après l'armistice, période ultérieurement étendue jusqu'en septembre 1920. En décembre 1920, on estimait que le taux des salaires avait monté de 170 à 180 %, ce qui fait bien davantage à l'heure si l'on considère que la journée de huit heures n'existait pas avant-guerre, mais ce qui fait beaucoup moins en fin de semaine si l'on songe que l'on ne travaillait en 1920 qu'à temps réduit à cause de la crise qui commençait, le prix de la vie était alors

(1) Le salaire perçu est en moyenne 50 % plus élevé, sauf pour les techniciens et ouvriers très spécialisés.

également aux environs de 175 % (1). La crise s'accroît, tant et si bien que les salaires furent ramenés en octobre 1925 à 75 % au-dessus du taux de juin 1914; mais ce n'est là qu'une moyenne générale : voici d'après le témoignage de Sir Horace Wilson, Secrétaire du Ministre du Travail, devant la Commission d'Enquête sur les Mines, le détail pour les principales industries (2), l'indice général des prix étant ramené à 76 % (produits alimentaires : 72 %).

Chantiers maritimes : spécialistes au temps	35 à 45 %
» » manœuvres	70
Constructions mécaniques : spécialistes au temps	40 à 50
Constructions mécaniques : manœuvres ..	70 à 80
Chemins de fer : techniciens	80
» manœuvres	150
Bâtiment : peintres	100
» manœuvres	100 à 110
Docks	80 à 140
Travailleurs municipaux	100
Conducteurs et receveurs de tramways ..	100
et d'après la <i>Labour Gazette</i> (3) :	

Mines	61
Coton	61
Laine	80 à 90
Agriculture	74

(1) W.-A. Orton, *op. cit.*, p. 64, 118, 157, 184.

(2) *Times Weekly*, 5 novembre 1925.

(3) *Bulletin quotidien*, 2 décembre 1925.

Alors que les manœuvres ont des taux de salaires réels bien supérieurs à ceux d'avant-guerre, les spécialistes et les techniciens ont des taux sensiblement inférieurs.

Mais si l'on compare avec les autres pays d'Europe, le taux des salaires est toujours beaucoup plus élevé en Angleterre, à l'exception du Danemark. L'ouvrier anglais peut acheter deux fois plus que l'ouvrier allemand ou autrichien. Seuls les protectionnismes américain et australien donnent au travailleur un pouvoir d'acquisition supérieur (1).

<u>Année finissant le</u>	<u>1/2/14</u>	<u>1/2/24</u>
Londres	100	100
Paris	»	88
Berlin	»	51
Vienne	69	48
Copenhague	108	140
New-York	187	219
Sydney	»	161

Pour les chantiers maritimes, voici les salaires mensuels calculés en livres sterlings pour mars 1925 (2) :

Angleterre	10
Suède	8.13.9
Hollande	8.13.6
Danemark	7.1
Norvège	5.18.1
Belgique	5.11.3
Italie	4.13.3
France	4.10
Allemagne	4.6.9

(1) *Labour Year Book* 1925, p. 488.

(2) *Times*, 5 septembre 1925.

§ XXI. — *L'éducation ouvrière*

Pour assurer le respect des conditions de travail et l'application des taux de salaires convenus, fonctionnent diverses institutions. Avant de passer à leur étude, je voudrais dire quelques mots d'une question connexe : l'éducation ouvrière.

Le raccourcissement de la journée de travail et l'augmentation des salaires donnent à l'ouvrier du bien-être physique. Mais les Trade-Unions pensent aussi à son bien-être intellectuel et moral : ils veulent continuer son instruction, à supposer que des rudiments suffisants aient pu lui être inculqués dès son enfance. Ils réclament le recul de la première année d'apprentissage de 13 à 15 ans et la continuation de cours jusqu'à 18 ans pendant les premières années de travail manuel. Pendant la guerre, force fut d'abandonner temporairement tous ces projets; beaucoup d'exemptions d'école furent accordées à partir de 11 ans, notamment dans l'agriculture. Mais, la guerre finie, l'*Education Act* de 1918 abolit toute exemption d'école en dessous de 14 ans, et permit aux autorités locales d'étendre l'obligation jusqu'à 15 ans. Proposition était faite de fournir 280 heures par an d'éducation aux jeunes ouvriers de 14 à 16 ans, mais en décembre 1920, le gouvernement ajourna cette mesure jusqu'à nouvel ordre.

Les Trade-Unions se sont, depuis longtemps, occupés d'organiser ces cours eux-mêmes. La *Workers Educational Association*, créée en 1903, comptait en 1923-1924, 50.000 étudiants; le *T. U. C.* et nombre des Trades-Unions les plus importants lui sont affiliés; le ministère de l'Ins-

truction Publique la supporte. La *W. E. A.* s'entend avec les Universités afin d'avoir des professeurs pour ses instructions d'un caractère supérieur; une demi-douzaine de syndicats, dont ceux de la métallurgie et des postes, ont formé avec elle une commission spéciale, la *Workers' Educational Trade-Union Committee*, chargée d'organiser des cours pour leurs membres pendant les soirées d'hiver et le samedi après midi. Le Collège Ruskin, fondé à Oxford en 1899, est affilié à la *W. E. A.* : pleine liberté de discussion y est assurée. En rivalité avec la *W. E. A.* et le Collège Ruskin se dressent de nombreux *Labour Colleges*, proprement marxistes, soutenus par la *N. U. R.* et les mineurs du Pays de Galles. Dans ces collèges, on étudie principalement l'économie politique et sociale, l'histoire du trade-unionisme, la géographie économique, l'impérialisme et l'évolution du capitalisme, la coopération, la biologie et la sociologie, et l'on y forme des orateurs publics.

La guerre interrompt, naturellement, l'action des Trades-Unions. Mais en 1921, le Congrès de Cardiff manda au *General Council* d'étudier, en accord avec la commission d'Education Ouvrière, le moyen pour lui de prendre sous sa direction les collèges existants; et cette année les mineurs gallois et la *N. U. R.* se sont déclarés prêts à céder au *General Council* la direction du *Labour College* qu'ils contrôlent, avec garantie de leur appui financier pendant deux ans; le Bureau d'Administration du Collège Ruskin prit une décision semblable. Il y a là un progrès en perspective, mais pour le présent « les dé-

penses sont hors de proportion avec le nombre d'étudiants entretenus » (1).

Il importe au mouvement trade-unioniste d'instruire des membres intelligents sur tous problèmes concernant non seulement le mouvement ouvrier, mais la société toute entière, afin d'avoir des conducteurs de syndicats éclairés et des représentants qualifiés pour discuter avec les chefs des autres partis. Il faudrait que tous les Trade-Unions comprissent l'intérêt qu'ils ont à soutenir — et à soutenir financièrement — cette grande œuvre d'éducation ouvrière.

§ XXII. — *Conseils Whitley et Trade-Boards*

Les Conseils Whitley sont des commissions paritaires composées en nombre égal d'employeurs et d'employés (2). Elles révisent régulièrement le taux des salaires (généralement d'après l'indice des prix), règlent l'apprentissage, veillent à la sécurité et à l'hygiène des ouvriers, encouragent les recherches, les inventions, l'éducation professionnelle, régularisent la production et, *parfois*, fixent les prix de vente (3); leur procédure est publique. Ils furent établis de 1918 à 1921 dans de nombreuses industries (bâtiment, scierie, boulangerie, construction de voitures, manufactures de produits chimiques, d'allumettes, de bois de lits métalliques, de meubles, de bonneterie, etc...); sur un total de 73, il en subsiste 56,

(1) Cf. l'article de Pugh, secrétaire de l'*Iron and Steel Trades Confederation*, dans le *Labour Magazine*, octobre 1925, p. 255.

(2) *Labour Year Books* 1919 et 1925.

(3) On les a accusés de s'entendre au mieux des intérêts des patrons et des ouvriers, sur le dos du consommateur.

auxquels il faut ajouter 15 des 33 Commissions Provisoires de Reconstruction Industrielle transformées en Conseils Whitley ; trois millions de travailleurs sont intéressés à leur fonctionnement. Leur création vint à point, au moment où le gouvernement cessait de contrôler les industries : « Largement parlant, dit Orton, on peut dire qu'en assurant la continuation du système économique d'avant-guerre les Conseils Whitley ont réussi à établir un système permettant une amélioration constante dans les relations entre employeurs et ouvriers » (1). On les a beaucoup décriés, surtout chez les adversaires de la paix sociale : on a plusieurs fois annoncé leur mort, mais ils se portent toujours très bien. Et c'est tant mieux. « Sur le champ industriel, dit encore Orton, la guerre de l'employeur et de l'employé est essentiellement fausse issue. La vraie campagne à entreprendre est la recherche d'un système social meilleur par des hommes justes et intelligents des deux côtés. » Et M. Thomas, le Secrétaire de la *N. U. R.*, déclarait que les travailleurs « doivent s'opposer à ceux qui prétendent que le seul moyen de sortir de la crise actuelle est une grève, comme à ceux qui voient dans la situation actuelle une opportunité pour un lock-out. Le plus grand de tous les dangers est l'absence de loyauté et de coopération. » (*Times*, 6 juillet 1925).

On a reproché aux Conseils Whitley de n'avoir pu s'établir dans les grandes industries. Mais ici d'autres institutions fonctionnent sous le contrôle plus ou moins direct de l'Etat : comités nationaux et de district dans les

(1) W.-A. Orton, *op. cit.*, p. 183 et 255.

transports maritimes et l'agriculture (1917), dans les mines (1918 et 1920), dans les chemins de fer (1921). Et nous avons les Conseils d'Industrie, *Trade Boards*.

Les *Trades-Boards*, créés avant la guerre, ont reçu une grande extension. Ce sont des conseils paritaires, assistés de trois à cinq personnages indépendants, nommés par le *Board of Trade*. Les taux de salaires qu'ils déterminent restent à l'état de proposition pendant trois mois, après lesquels, les objections faites sont examinées : si elles sont admises, un nouveau taux est déterminé (susceptible de contre-propositions pendant trois nouveaux mois) ; si elles sont rejetées, le taux de salaire fixé devient obligatoire pour toute industrie passant des contrats avec l'Etat ou les municipalités, et après six mois le *Board of Trade* peut déclarer le taux universellement obligatoire. Au 1^{er} janvier 1923, 108.405 entreprises étaient inscrites sur les listes des conseils d'industrie ; au 31 mars il y avait 44 *Trade-Boards* : huit avaient établi une échelle mobile des salaires tenant compte de l'indice mensuel du coût de la vie, et cinq variaient le taux de district à district, suivant les catégories d'ouvriers (1). Au 1^{er} janvier 1925, 27 *Trade Unions* affiliés au *T. U. C.* avaient des Conseils d'Industrie, notamment ceux des travailleurs généraux des employés de commerce, de la papeterie et du vêtement (2).

Comme c'est à propos des salaires que s'élèvent les trois quarts des conflits, *Trade Boards* et Conseils *Whitley* fonctionnent comme cours de conciliation ; des com-

(1) *Revue Internationale du Travail*. Août 1924.

(2) Rapport du *General Council* au *T.U.C.* de 1925.

missions mixtes spéciales existent à leur défaut dans la plupart des industries. Dès avant la guerre, la plus grande partie des conflits industriels se terminait par agrément entre les deux parties, sans aucune intervention gouvernementale : on comptait plus de 300 comités mixtes de conciliation en 1914, pour ne rien dire des comités spéciaux aux chemins de fer (loi de 1911) et aux mines (loi de 1912). Malheureusement, alors que la parole patronale est définitive, les délégués ouvriers doivent le plus souvent en référer à ceux qu'ils représentent, ce qui nuit au fonctionnement régulier de l'institution. L'arbitrage obligatoire établi par l'Etat en 1915 n'a pas été pour peu dans le formidable développement que cette institution a prise. L'Acte sur les Salaires de novembre 1918 établit des Cours d'Arbitrage Provisoires qui devinrent permanentes au début de 1920 : elles se composent d'hommes de loi et d'anciens patrons et ouvriers, auxquels les parties peuvent se référer en cas d'échec de la conciliation. Le plus souvent, les parties se contentent d'en appeler à un personnage impartial qu'elles adjoignent à leur commission de conciliation, comme c'est le cas dans les mines ; parfois, s'il y a impossibilité d'arriver à un accord, le Ministre du Travail intervient pour éviter un arrêt dans la production, mais sa décision n'a pas force de loi, les intéressés ne la suivent que s'ils le veulent bien.

§ XXIII. — *Commissions d'enquête*

Le Ministre, si le cas est sérieux, constitue une Commission Royale d'Enquête, comme l'y autorise une loi de 1920.

La composition de ces commissions varie : ce peut être un seul personnage, un homme de loi ; en général, il est assisté de représentants des parties en cause, pris le plus souvent en dehors de l'industrie considérée : telle est la Commission d'Enquête établie cette année dans la Yorkshire après la grève de l'industrie lainière ; les deux dernières Commissions instituées dans les mines, Commission Macmillan, juillet 1925, et Commission Herbert Samuel, août 1925, n'ont même aucun représentant des intéressés, contrairement à la célèbre Commission Sankey, février 1919 ; leur introduction comme membre des commissions d'enquête a prouvé une fois de plus qu'on ne pouvait être à la fois juge et partie. La procédure est généralement publique ; cependant la commission établie dans la Yorkshire pour le textile procède à huis-clos. Leurs pouvoirs sont purement négatifs : elles enquêtent sur l'état de l'industrie, recherchent s'il n'y aurait pas moyen par une réforme de l'exploitation, de la technique d'abaisser le coût de production (ce qui permettrait de maintenir ou d'augmenter le taux de salaires, malgré la crise industrielle), et proposent leurs remèdes ; néanmoins, leurs recommandations ont une force morale très grande, vu leur haute impartialité. En 1924, les sept commissions d'enquête constituées mirent fin à cinq grèves (docks, tramways londoniens, bâtiment, etc...) et évitèrent deux conflits (dont un dans les mines), tant est grande la force de l'opinion publique chez les peuples anglo-saxons.

§ XXIV. — *Nationalisation et Contrôle ouvrier*

Les Commissions d'enquête sont une forme d'intervention passagère. Beaucoup réclament une intervention

plus prononcée, un véritable contrôle de l'Etat, tout au moins sur les principales industries.

Ce contrôle existait pendant la guerre. L'Etat gouvernait les chemins de fer, les services maritimes, les mines de houilles, la plupart des industries mécaniques et les 4.000 établissements travaillant pour la défense nationale : il y réglait souverainement le taux des salaires et des profits; dans le textile, des commissions mixtes d'employeurs et d'employés agissaient conjointement avec les départements ministériels; l'Etat s'était fait importateur et distributeur des matières de première nécessité (aliments, charbon, bois, etc...). La guerre finie, il se départit de son contrôle et remit à l'industrie privée les chantiers maritimes et autres propriétés, les navires, usines et magasins créés ou acquis par lui pendant les hostilités. Les trade-unionistes se plaignirent de cet abandon; ils voyaient dans le contrôle un prélude à la nationalisation; l'abandon en 1921 du contrôle sur les mines, qui s'agrémentait d'une subvention, provoqua les protestations des deux parties et devant la menace d'une grève prolongée consécutive à une baisse des salaires, le gouvernement dut intervenir et promettre un subside; un fait analogue s'est reproduit le 31 juillet dernier.

La nationalisation a toujours été réclamée par les Trade-Unions pour les mines, les chemins de fer, les transports par mer, les chantiers maritimes, les docks et, depuis la guerre, la distribution d'énergie électrique (1).

(1) Nationalisation de la production, couplée avec la distribution par coopératives : tous les profits intermédiaires sont ainsi supprimés. Sur le mouvement coopératif, cf. A. Philip, *L'Angleterre Moderne*, p. 74. et Cole, *Organised Labour*, p. 108.

Mais l'expérience faite de la tyrannie étatique, pendant les années 1914-1918, a fait reculer le pur collectivisme et maintenant la nationalisation demandée se doublerait d'un contrôle ouvrier (cf. Charte des Travailleurs, Hull 1924) : à l'Etat la propriété, aux travailleurs la direction ; parmi les travailleurs l'on comprend naturellement le personnel intellectuel, directeurs et techniciens, les directeurs étant devenus des salariés (1). Les *guild socialistes* s'efforcèrent de réaliser la chose dans le bâtiment ; le capital ne recevait pas de dividende, mais un intérêt ; les profits devaient être pour l'industrie (renouvellement du capital, retraites, etc...), je dis *devaient*, car il n'y en eut pas et, malgré le soutien de la Banque des Coopératives, l'expérience fit faillite (2).

Pour calmer les revendications ouvrières, les industriels proposent des formes de « *copartnership* », de participation aux bénéfices. Les Trade-Unions n'en veulent pas, ils l'ont encore affirmé cette année à leur congrès annuel. « Quand les capitalistes offrent aujourd'hui une part dans le contrôle, ce qu'ils entendent réellement est une part dans les profits et une voix dans la fixation et le

(1) On note un revirement semblable dans tous les pays : en France, L. Jouhaux écrit : « Au premier plan des préoccupations qui vont être celles du syndicalisme, nous avons mis la nationalisation des sources d'énergie, les mines, la houille blanche, des moyens de transport et de circulation de la richesse, comme les chemins de fer ou l'organisation bancaire... Mais nous entendons bien, et nous l'avons dit de la façon la plus nette, que par nationalisation nous ne voulons ni bureaucratisme, ni monopole. La grande réforme que nous allons nous appliquer à réaliser ne doit avoir pour but ni de renforcer la puissance de l'Etat, ni de remettre ces richesses entre les mains d'une bureaucratie dont nous ne pouvons ignorer les tares. Ce que nous voulons, c'est, sous le contrôle de la Nation, l'exploitation de ces sources de vie et de progrès par l'association des producteurs et des consommateurs. » (*Le Syndicalisme et la C.G.T.*, 1920, p. 240). Voir également P. Paraf, *Le Syndicalisme pendant et après la guerre*, thèse Paris 1923, p. 56.

(2) A. Philip, *Guild Socialisme et Trade-Unionisme*. Thèse Paris 1923.

maintien des profits... Mais, quand les travailleurs demandent à participer au contrôle, ce n'est pas de faire des bénéfices ou de partager des bénéfices qu'ils s'inquiètent au fond d'eux-mêmes, mais de démocratiser la gestion présente de l'industrie et d'assurer aux travailleurs organisés une réelle mesure de contrôle sur les conditions dans lesquelles ils travaillent » (1). Les employeurs ne sont pas non plus enthousiastes de la *copartnership*, qui permettrait à leur personnel de prendre connaissance de leurs écritures; s'ils la proposent, c'est pour éviter pire (2).

Mais, ni dans les mines, ni dans les chemins de fer, il ne saurait être question de *copartnership*. C'est de nationalisation seule qu'il peut s'agir.

Dans les mines, le rapport présenté par les membres ouvriers de la Commission Sankey, 1919, proposait que le Conseil National, les Conseils de District et les Comités de Puits se composent pour moitié de délégués des mineurs et pour moitié de délégués des directeurs et experts; les consommateurs, qui, sans expérience professionnelle, n'ont rien à voir dans la direction, seraient représentés aux trois degrés par des comités consultatifs, leur recours étant la presse et l'appel à l'Etat s'ils n'étaient pas entendus. Une vigoureuse campagne pour la nationalisation des mines fut entreprise au début de 1920; pour l'appuyer, une grève générale fut proposée, sans succès d'ailleurs; enfin, le Labour Party, au pouvoir,

(1) Cole, *The World of Labour*, p. 15.

(2) Sur la *copartnership*, voir A. Philip, *L'Angleterre Moderne*, p. 113.

présenta un projet que repoussèrent conservateurs et libéraux unis.

La nationalisation des chemins de fer a souvent été demandée; pendant les élections de 1918, Winston Churchill osait la placer dans le programme gouvernemental. A l'automne 1919, la *N. U. R.* proposait la propriété nationale avec le contrôle par un organisme composé moitié de représentants des ouvriers et moitié de membres choisis par la Chambre des Communes ! Le Plan *Plumb* (1) préconisé en Amérique et soutenu par la Fédération Américaine du Travail de Samuel Gompers prévoyait une échelle de comités semblables à ceux vus dans les Mines, mais avec un tiers de directeurs, un tiers de travailleurs et un tiers de personnes nommées par le Président de la République pour représenter le consommateur. Il semble qu'un plan semblable à celui déjà établi pour les mines serait préférable.

Nous ne nous demanderons pas si la nationalisation serait un progrès pour l'industrie ou, au contraire, sa ruine : c'est là matière à polémique trop facile. Constatons simplement que le collectivisme, que l'étatisme pur est aujourd'hui abandonné : l'on veut donner la direction aux travailleurs. Mais les travailleurs sont-ils prêts à assumer cette direction ? Il faudrait, semble-t-il, que les Trade-Unions montrent plus de cohésion et de discipline, que les rivalités cessent et qu'ils réalisent l'unionisme industriel : « Avant de pouvoir imaginer les Trade-Unions exerçant un contrôle industriel positif, nous avons

(1) Cole, *Chaos and Order in Industry*, p. 104.

à imaginer une reconstruction radicale du mouvement trade-unioniste. » (1). Et le congrès de Scarborough de presser « pour développer et renforcer l'organisation par atelier »; nous avons déjà vu ce qu'il fallait penser de ces *shop committees*.

Au fond, qu'est-ce qui pousse les travailleurs à réclamer si fort la nationalisation aujourd'hui ? C'est la vue du marasme où se débat en ce moment l'industrie britannique. Ils voient le régime de l'entreprise privée en déconfiture se refuser à entreprendre des réformes nécessaires, notamment dans la technique, et engendrer la crise de chômage la plus épouvantable que le monde ait jamais connue; ils veulent essayer autre chose.

Examinons, maintenant, la question du chômage et voyons s'il n'est pas, pour elle, d'autres remèdes plus sûrs et plus immédiats.

§ XXV. — *Le Chômage*

1.250.000 travailleurs sont sans travail en Angleterre actuellement (2), ce qui signifie, avec leurs familles, plus de 3 millions de personnes sans ressources normales. On compte, rien que dans les mines, 300.000 chômeurs, le chiffre a presque triplé depuis un an (22,2 % contre 7,7 %); sur 482 hauts-fourneaux, 170 seulement étaient allumés fin septembre 1924 et 129 fin septembre 1925; voici, au surplus, le pourcentage de chômage dans les

(1) Cole, *Organised Labour*, p. 138.

(2) 1.258.000 au 12 octobre 1925, 1.008.500 hommes, 36.900 femmes, 183.800 garçons, 29.600 filles, soit 50.000 de plus que l'an dernier.

principales industries au mois de septembre dernier (1) :

Moyenne générale.....	12,3	Métallurgie.....	25,7
Constructions mécaniques.....	11,6	Coton.....	10,2
Chantiers maritimes.....	33,9	Bâtiment.....	8,9
Mines de houille.....	23,2	Docks.....	30,1

Remarquons, d'ailleurs, que dans l'ensemble l'industrie occupe aujourd'hui plus d'ouvriers qu'en 1914 : le nombre de nouveaux travailleurs, amenés par la dilution, est plus grand que le nombre de chômeurs : avec un pourcentage de 16,6 % de chômeurs en mai 1923, les industries mécaniques avaient cependant au travail 100.000 ouvriers de plus qu'en 1914. Cette absorption ne gêna pas pendant la grande prospérité qui suivit l'armistice; mais maintenant les employeurs ne peuvent continuer à entretenir le même personnel (2).

Pour ranimer les transactions commerciales, il faudrait diminuer le prix de vente, partant abaisser le coût de production. Les industriels demandent donc à leurs ouvriers de consentir à des réductions de salaires et de travailler davantage. Mais les ouvriers ne veulent pas, avec raison semble-t-il, accepter des diminutions de salaires indéfinies; la chose a déjà été faite, aller plus loin leur paraît impossible; quant à allonger la journée de travail, ils le repoussent énergiquement : ce n'est pas au moment où il n'y a pas assez de travail pour tout le monde qu'il saurait être question d'allonger la journée de labeur, cela ne conduirait qu'à augmenter le nombre des chômeurs; et, bien que les employeurs prétendent le contraire, il semble qu'au début le chômage s'accroîtra et ce

(1) *Labour Bulletin*, novembre 1925.

(2) Cf. A. Siegfried, *L'Angleterre d'Aujourd'hui*, p. 40.

n'est que plus tard que la prospérité revenue ferait sentir ses effets (1).

Que proposent les Trade-Unions alors ? Des remèdes exactement contraires : le raccourcissement de la journée de travail et l'emploi de moins de jeunes et de vieux ouvriers (par le recul de l'année d'entrée à l'atelier et l'avancement de l'âge des retraites) donneraient du travail aux chômeurs ; et des salaires plus élevés accroissant le pouvoir d'achat de la classe ouvrière raviveraient le commerce ; la campagne actuelle des employeurs « *Buy British goods* », « Achetez des marchandises anglaises », leur semble tout à fait déplacée alors que l'on retire à l'ouvrier le pouvoir de consommer. Toutefois, les Trade-Unions semblent oublier que l'Angleterre vit principalement de son exportation : augmenter les salaires et diminuer la durée du travail auraient pour effet d'accroître le prix de revient ; les ouvriers, même avec des salaires plus élevés, ne sauraient faire que leur pays puisse se passer de la clientèle des marchés extérieurs.

Industriels et Trade-Unions s'accordent sur une troisième solution : le seul moyen vraiment efficace de diminuer le coût de production serait de ne pas s'entêter à ramener la livre sterling au pair avec le dollar. Alors la prospérité commerciale reprendrait, les profits renâtraient et les salaires pourraient augmenter sans aucun sacrifice des huit heures. Devant la Commission d'Enquête sur les Mines, un industriel disait : « Le retour de la livre au pair avait signifié pour nous un handicap de

(1) « Pas un centime de moins, pas une minute de plus ». (Cook).

1 shilling par tonne de charbon. Il existait un contrat avec un acheteur français contenant une clause selon laquelle, si le cours du change dépassait 100 francs, il pourrait annuler le contrat, et il l'a fait » (1). Mais la finance est là : elle est jalouse de sa livre sterling et de son crédit universel ; elle pense que le prestige de la devise anglaise ne doit pas être sacrifié à l'industrie et à ses 1.250.000 chômeurs.

Que faire alors ? Le gouvernement, c'est-à-dire les contribuables, dépense 200.000 livres par semaine en secours de chômage. Ne vaudrait-il pas mieux employer ces 200.000 livres, voire davantage, à des travaux productifs ? Un schème d'électrification générale et de distillation de la houille en pétrole a été étudié ; l'énergie électrique et le pétrole obtenus en partant de la houille seraient d'un prix de revient réduit, vu leur rendement supérieur ; les Trade-Unions ont réclamé à corps et à cris la mise en œuvre de ce système, mais il faut croire qu'il n'est pas si facile à réaliser, le *Labour Party* au pouvoir n'a pu en commencer l'exécution. On a projeté encore des travaux de voirie et de bâtisse ; ici quelque chose a été fait : citons en autres pour ces deux dernières années, l'approbation par le gouvernement travailliste pendant les six premiers mois de 1924, d'emprunts locaux pour une somme de 4 millions de livres sterling en vue de travaux destinés à occuper les chômeurs (bâtiments, ponts et chaussées, canalisation) et le vote par le Parlement d'un crédit de 15 millions pour assister les autorités lo-

(1) *Times*, 22 juillet 1925.

cales, devant procurer environ 15 millions de journées de travail ; à Londres et banlieue, 50 kilomètres de routes principales sont actuellement en construction. Pendant l'année 1926-1927 le pays dépensera pour la voirie : 2.300.000 £ (Gouvernement de coalition) + 2.900.000 (gouvernement conservateur, 1923) + 3.850.000 (gouvernement travailliste) + 1.400.000 (gouvernement actuel) ; le programme total s'élève à plus de 50.000.000 livres sterling.

Néanmoins, tout cela est loin d'être suffisant. On a parlé d'expatrier les chômeurs dans les possessions d'outre-mer : en 1921, à la demande du gouvernement anglais, l'Australie offrit de recevoir 68.000 émigrants, la Nouvelle-Zélande, 10.000, le Canada, 17.000 : ils ne vinrent respectivement qu'à 23.500, 4.500 et 3.850, car ce sont surtout des travaux agricoles auxquels ils étaient conviés, et l'on comprend sans peine que l'ouvrier d'usine ne se sente pas incliné à changer de métier. « La grande, l'insurmontable difficulté, nous dit Siegfried, est que les Colonies ne veulent que des cultivateurs, alors que l'Angleterre n'a que des ouvriers d'usine à leur envoyer. » Il a été aussi question d'envoyer les chômeurs dans les pays industriels qui, comme la France, manquent de main-d'œuvre ; les Anglais ont objecté la différence dans le taux des salaires, en tous cas il serait moins onéreux au gouvernement britannique de payer cette différence plutôt que de verser des allocations de chômage : quelque chose a été tenté avec le gouvernement français, mais sans résultat à ma connaissance.

Inversement, le gouvernement anglais interdit aux

étrangers de venir travailler en Angleterre; et une délégation du *T. U. C.* au *Board of Trade* se plaignait le 25 mai 1925 de ce que 50.000 Chinois, Africains, Arabes et autres travaillaient encore sur les navires britanniques et acceptaient des salaires réduits, alors que 757 chômeurs étaient enregistrés à cette date aux seuls docks de Londres.

L'Angleterre en est donc réduite à vivre avec son mal. Voyons ce qu'elle a fait pour soulager les chômeurs.

L'assurance obligatoire contre le chômage (loi de 1911) (1), fut étendue pendant la guerre à de nombreuses industries; une loi de 1920 en fit un système quasi-universel, si l'on excepte l'agriculture et les professions domestiques. Le fond de chômage, laissé en grande partie à l'administration des Trade-Unions, est alimenté par une contribution tripartite de l'employeur, de l'employé et de l'Etat; voici, 1° les taux actuels de contribution; 2° les taux proposés à dater du 4 janvier 1926 (sous réserves de légères modifications ultérieures) pour une période à déterminer; 3° les taux réduits pour la période qui suivra (2) taux hebdomadaires exprimés en « pence ».

	Taux actuels				Taux du 4-1-26				Taux futurs			
	H.	F.	G.	J. F.	H.	F.	G.	J.F.	H.	F.	G.	J.F.
Employeur...	10	8	5	4 1/2	8	7	4	3 1/2	6	5	3	2 1/2
Employé....	9	7	4 1/2	4	7	6	3 1/2	3	6	4	3	2
Trésor.....	6 3/4	5 3/4	3 7/8	3 5/8	8	6	4 5/8	4 3/8	3/7 de la contribution totale des deux autres parties.			
H = hommes	G = Garçons											
F = femmes	J. F. = filles											

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 189.

(2) *Labour Bulletin*, sept. 1925.

Avant l'arrivée du gouvernement travailliste au pouvoir, le chômeur n'avait droit à un secours qu'après six jours d'attente ; ne recevaient aucune allocation les jeunes chômeurs aux besoins desquels leurs parents pouvaient subvenir, les femmes mariées dont les maris travaillaient, la plupart des étrangers établis depuis 1914 ; enfin, et surtout, il y avait une période, le *gap*, pendant laquelle l'ouvrier n'avait droit à aucune indemnité, période plus ou moins longue (20 à 40 % du temps total) selon les contributions que le chômeur avait pu verser à la caisse de chômage du temps qu'il travaillait ; pendant une partie du *gap*, des secours pouvaient être distribués, mais ce n'était pas un dû. Le gouvernement travailliste supprima le *gap* et toutes les autres restrictions et raccourcit la période d'attente de moitié. Le gouvernement conservateur actuel vient de proposer la remise en vigueur de toutes les restrictions antérieures et le report de la période d'attente à 6 jours, mais il n'ose pas rétablir le *gap*.

Les taux hebdomadaires de secours sont, actuellement : 1° chômeurs : hommes, 18 shillings ; femmes, 15 shillings ; garçons, 7 shillings 1/2 ; filles, 6 shillings. — 2° charges de familles : femme, 5 shillings ; enfant, 2 shillings. Une Commission instituée par le *General Council* du *T. U. C.* et le Comité National des Chômeurs demande 30 shillings pour l'ouvrier adulte, 10 pour sa femme et 5 par enfant à charge.

Secourir les chômeurs est bien. Mais le jour où la prospérité reviendra, l'Angleterre n'ayant plus « d'inemployés » aura sans doute des « inemployables », pour se servir des expressions anglaises. La crise industrielle en-

traîne une crise de l'apprentissage et cela est terrible pour l'avenir du pays. L'Etat a bien institué des centres de formation professionnelle au nombre de 125 : en octobre 1925, ils n'avaient qu'une assiduité moyenne de 8.000 jeunes chômeurs. Un nouveau plan vient d'être établi : il comporte une instruction de 6 mois, entre 18 et 25 ans, dans des travaux principalement agricoles : 1.200 places sont prévues à Birmingham et à Newcastle, soit 2.400 par an ; ajoutés aux quelques 8.000 précédemment notés, cela fait environ 10.000 jeunes gens occupés ; or, au 12 octobre 1925, il y avait 36.900 garçons et 29.600 filles qui chômaient.

Tels sont les efforts faits en Grande-Bretagne contre la crise de chômage, crise dont la fin ne semble pas proche.

§ XXVI. — *L'Habitation ouvrière*

S'il y a une crise du chômage, il y a eu une crise du logement ouvrier, et celle-ci dès la fin de la guerre. La construction d'habitations ouvrières a toujours été l'une des préoccupations dominantes du gouvernement et des trade-unions, comme en témoignent les lois de 1899 et 1909. Pendant la guerre, toute construction cessa, et, à la fin des hostilités, on estimait à 500.000 le nombre de maisons ouvrières dont la construction était nécessaire, le but étant seulement *two per room*, deux occupants par pièce (un enfant ne comptant que pour une demi-personne), ce qui n'était pas aussi bien qu'avant-guerre. Une loi de 1919, complétée en 1923 et 1924, prévoit l'octroi de subventions gouvernementales aux plans de construction

soumis par les municipalités, et tout le monde se mit à l'ouvrage, entrepreneurs privés, sociétés d'utilité publique, coopératives, guildes; mais il y eut des heurts et des retards nombreux (1). Ce n'est qu'en 1923, 1924 et 1925 que la construction fit des progrès marqués : du 1^{er} avril 1924 au 31 mars 1925, 117.817 maisons ouvrières ont été construites, et depuis janvier 1923, neuf millions de livres sterling ont été consenties pour l'édification de maisons ouvrières, et neuf autres millions pour l'achat (*Small Dwellings Acquisition Act*), alors qu'avant cette date les avances n'atteignaient pas un million (2). Au total 500.000 maisons nouvelles avaient été construites depuis l'armistice au 3 novembre dernier, dont 335.000 avec le concours de l'Etat; 200.000 étaient alors en construction (3). Un projet gouvernemental de deux millions et demi de maisons à construire sur une période de 15 ans est actuellement à l'étude; comme 100.000 maisons deviennent inhabitables et doivent être remplacées chaque année, cela fera un million de maisons de plus.

La crise du logement ouvrier semble donc se résoudre favorablement. C'est là une consolation pour le gouvernement et les trade-unions à l'échec subi en matière de chômage.

(1) Cf. A. Philip, *op. cit.*, p. 209.

(2) *Bulletin Quotidien* de la Soc. d'Et. et d'Inf. Econ., 25-11-25, et discours Baldwin du 8 octobre.

(3) *Times*, 3 novembre 1925.



QUATRIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ EXTRA-PROFESSIONNELLE

Les Trade-Unions britanniques ne se confinent pas à une action purement professionnelle. Ils soutiennent le *Labour Party* qui, par une voie différente, la voie parlementaire, tend au même but qu'eux : l'amélioration des conditions de vie de la classe laborieuse. Non contents de parfaire leur action en faveur des travailleurs britanniques, les Trades-Unions s'efforcent de faire prévaloir une politique de rapprochement avec les ouvriers russes au sein de l'Internationale d'Amsterdam.

Avant d'examiner ces deux importantes questions, disons d'abord un mot d'une organisation particulière dont nous n'avons pas encore parlé, les *Trades-Councils*.

§ XXVII. — *Les Trades-Councils*

Les branches locales des divers Trade-Unions et les Trade-Unions locaux d'une même ville s'unissent sans considération de métier pour former ce que l'on appelle des *Trades-Councils*. Ce sont principalement des organes de propagande : ils n'ont pas été pour peu dans le mouvement croissant d'adhésion aux Trade-Unions des travailleurs généraux et des agriculteurs ; ils aident aux recherches du *Labour Research Department* et soutiennent le mouvement d'éducation de la *W. E. A.* et du *Labour College* ; ils font même de la propagande politique, à défaut de *Labour Party* local. A part cela, ils n'ont pas de

fonctions bien définies (1) et font plutôt preuve d'une activité quelque peu révolutionnaire; nombre d'entre eux sont acquis au parti communiste (Londres, Glasgow, Manchester, Sheffield, etc...), qui se montre, en conséquence, l'un de leurs plus fermes supports et voit en eux les divisions géographiques de la future « one big union » qui auraient à contrôler les conseils d'usine et les commissions d'atelier; le 30 août 1925 la seconde conférence annuelle du *National Minority Movement* dit « regarder avec orgueil l'augmentation de force et de discipline des Trades Councils à travers le pays et féliciter les adhérents du Minority Movement pour le splendide travail qu'ils ont accompli en essayant d'en faire les organes dirigeants de la guerre de classes. » Le *T. U. C.* avait cru bon d'exclure de son sein cet élément turbulent en 1895 (2). Mais, durant ces dernières années, les Trades Councils se sont révélés puissants (3), ils tendent à former des fédérations, notamment en Lancashire et Cheshire, Yorkshire, Kent; et depuis 1921 existe même une *National Federation of Trades Councils*, indépendante du *T. U. C.*; tant et si bien qu'en 1924, le *T. U. C.* les a reconnus et a formé avec eux un Comité Mixte espérant ainsi les soustraire à l'influence communiste et profiter de leur organisation pour sa propagande.

(1) « Les fonctions des T. C. dans le mouvement trade-unioniste n'ont jamais été exactement définies et les trade-unionistes eux-mêmes semblent n'avoir qu'une idée peu claire sur le sujet. » (Cole, *Org. Labour*, p. 40).

(2) Oubliant en cela qu'il lui devait principalement sa naissance, tout comme notre *C. G. T.* doit la sienne aux Bourses du Travail. Les *T. U. C.* d'Ecosse et d'Irlande n'ont pas pris de mesure semblable : en 1924, 16 *Trades Councils* étaient affiliés au *T. U. C. écossais* et 35 au *T. U. C. irlandais*.

(3) En 1922, 496 T. C., avec 2 millions et demi de membres.

§ XXVIII. — *L'activité politique*

Les Trade-Unions, aile industrielle du mouvement ouvrier, sont, surtout depuis la guerre (1), en étroite liaison avec le *Labour Party*, aile politique. Le *General Council* du *T. U. C.* et le *Comité Exécutif* du *L. P.* ont formé un comité mixte (comprenant également, à l'origine des représentants de la *General Federation of Trade Unions*) dont l'objet est d'assurer une coopération intime sur le terrain politique. Le *T. U. C.* a des services communs avec le *L. P.* pour les enquêtes et informations, la presse et la publicité, les affaires internationales; la suppression de ces services communs, fortement débattue au dernier Congrès des Unions, ne semble pas devoir avoir de suite bien sérieuse; le *T. U. C.* voudrait avoir ses services propres, le ministère travailliste ayant trop souvent contrecarré son action : « Quand je m'occupe d'un conflit industriel, dit H. Smith, de la Fédération des Mineurs, le parti politique s'y précipite et s'efforce de défaire ce que je suis en train de faire. »

Les Trade-Unionistes sont la très large majorité dans les divisions locales du *Labour Party* : en 1923, sur un total de 3.155.000 adhérents les 503 Labour Parties locales (ou *Trades Councils*) comptaient 3.120.000 trade-unionistes et 35.000 sociétaires socialistes. Les trade-unionistes y sont l'élément pondérateur : c'est sous leur influence que le dernier Congrès du *Labour Party*, tenu à

(1) Aux élections de décembre 1910, le *L. P.* ne recueillit que 371.000 voix alors que le *T. U. C.* comptait près de 2 millions et demi de membres ; aux élections de 1924, le *L. P.* recueille 5 millions et demi de voix.

Liverpool en octobre, a rejeté toute affiliation du parti communiste et refusé de soutenir le journal communiste hebdomadaire « *The Sunday Worker* ».

C'est depuis 1913 seulement que les Trade-Unions peuvent ouvertement s'occuper de politique. Ils soutiennent de leurs propres fonds des candidats aux élections législatives et municipales sous condition de l'approbation de leurs membres et de la non participation de tout adhérent le désirant, ce qui conduit à créer un fonds politique spécial (1); en 1915, la souscription à un journal politique fut autorisée sous les mêmes conditions : 28.000 livres sterling furent souscrites du 1^{er} août 1923 au 31 juillet 1924 pour le *Daily Herald*, dont 350.000 exemplaires circulent quotidiennement. La collaboration politique est si intime que les députés travaillistes sont souvent des chefs de syndicat; ce partage de leur temps entre deux fonctions aussi importantes n'est d'ailleurs pas à recommander.

§ XXIX. — *L'activité internationale*

Les Trade-Unions britanniques préconisent un rapprochement avec les syndicats russes, actuellement soumis à l'autocratie étatique du gouvernement des Soviets; ils veulent essayer de les détacher de cette emprise et les amener dans la libre Internationale d'Amsterdam. Les socialistes continentaux sont très sceptiques sur la réussite du mouvement; les Trades-Unions britanniques pen-

(1) Cf. paragr. XV, tableau B, page 59.

sent que, même s'ils doivent échouer, cela vaut tout de même la peine de tenter la chance.

L'exécutif de la Fédération d'Amsterdam avait essayé d'engager des pourparlers avec les syndicats russes, mais devant leurs exigences il pensa qu'il était inutile de continuer; cependant, en juin 1924, sous la pression des délégués britanniques, la Conférence Internationale réunie à Vienne crut devoir recommander au Bureau de poursuivre les négociations en vue d'amener les syndicats russes dans la Seconde Internationale, *sous ses règles et conditions*. En octobre 1924, alors qu'une délégation britannique partait pour la Russie, les négociations n'avaient pas abouti, le Bureau de la Deuxième Internationale insistant pour avoir une base de discussion écrite avant toute conférence, les Trade-Unions russes désirant, au contraire, une conférence ouverte avant toute rédaction quelconque. Malgré la pression du *General Council* du *T. U. C.* britannique, l'Exécutif de la Fédération Internationale réuni à Amsterdam du 5 au 7 février 1925 repoussa par 13 voix contre 6 et une abstention l'idée d'une conférence préliminaire à toutes propositions par écrit et informa les syndicats russes qu'il était prêt à les rencontrer s'ils déclaraient *préalablement* vouloir bien s'affilier à Amsterdam; les Russes ne pouvaient accepter pareille condition. Le *T. U. C.* britannique arrangea alors une conférence entre lui et les Trade-Unions russes pour le mois d'avril, du 6 au 8, à Londres : la délégation britannique y promit qu'en cas de nouveau refus de la part d'Amsterdam, le *General Council* du Congrès des Trade-Unions britanniques prendrait sur lui de convoquer une

conférence pour arriver à l'unité internationale : un échange d'informations sur le mouvement ouvrier dans les deux pays fut envisagé, et la création d'un Conseil Mixte, recommandée. Sur quoi les deux parties envoyèrent respectivement une lettre au Conseil Général de la Fédération Internationale des Syndicats. Telle était la situation en août dernier.

Depuis, le *T. U. C.* réuni à Scarborough en septembre dernier a mandé officiellement le *General Council* « de faire tout ce qu'il pourrait pour amener l'unité mondiale du mouvement trade-unioniste au moyen d'une fédération internationale inclusive de tous les trade-unions », d'user de son influence médiatrice entre Amsterdam et les trade-unions russes, et, au besoin, de convoquer une conférence dans ce but, *sans l'avis de la Fédération Internationale*. Qu'advient-il si pareille initiative est prise ? Il est peu probable qu'Amsterdam se sépare des britanniques qui forment une grosse part de ses membres.

N.-B. — *Alors que cet ouvrage est à l'impression, j'apprends que la Seconde Internationale ayant de nouveau décliné les 4 et 5 décembre derniers, par 14 voix contre 7, toute prise de contact avec les syndicats russes, le Conseil Exécutif du T. U. C. britannique réuni à Londres le 16 décembre s'est départi de son attitude antérieure et a ajourné sine die la convocation de la conférence projetée. Un pareil revirement s'explique un peu par la composition plus modérée du General Council élu cette année, et surtout par le désir de ne pas entrer en conflit avec la Seconde Internationale : la Grande-Bretagne veut l'union, elle ne voudrait pas provoquer de division.*

Obligés de se désintéresser momentanément de la Russie, les Britanniques semblent maintenant vouloir tourner leurs efforts vers l'Amérique, et là ils se trouvent en accord avec la Seconde Internationale qui vise à englober la conservatrice et anti-communiste American Federation of Labour. Mais pour la Russie la question n'est qu'ajournée : car, ainsi que l'a déclaré Purcell, délégué anglais au congrès ouvrier américain d'Atlantic City, les Britanniques pensent que l'Internationale Ouvrière doit englober le monde des travailleurs en son entier, de l'Amérique à la Russie.

(Cf. *Bull. Quotidien*, 9 et 19 décembre 1925).

CONCLUSION

CONCLUSION

On a accusé le mouvement ouvrier anglais, jadis si conservateur, d'évoluer vers la gauche et vers la lutte de classes, et d'être par trop complaisant envers le régime soviétique actuel, alors qu'à l'inverse le *Labour Party* s'est assagi et est beaucoup moins révolutionnaire qu'avant ; telle la France de 1900 qui avait, à côté de socialistes parlementaires modérés, un syndicalisme ouvrier des plus rouges.

Tout d'abord, remarquons qu'il n'est pas juste de dire que les Trade-Unions vont à gauche ; il est plutôt juste de dire que le Congrès des Trade-Unions va vers la gauche, et ce n'est pas du tout la même chose. Les chefs des grands Trade-Unions, y compris les mineurs, sont plus sages qu'on ne pense et sont du socialisme le plus conservateur : ils ont des responsabilités, leurs Trade-Unions ne peuvent prospérer que dans le calme et la paix sociale, ils sentent que le travailleur n'a rien à gagner à la révolution ; et ils se rencontrent en cela avec les membres du *Labour Party* qui ont goûté du pouvoir et de ses responsabilités et comprennent qu'ils ne pourront y revenir et s'y maintenir sans l'appui de tous les travailleurs petits et moyens, peu soucieux de bouleversements sociaux. Pour le *T. U. C.* ce n'est pas la même chose : c'est un congrès sans responsabilités, ne durant que huit jours par an ; les délégués des petites Unions, appuyés parfois par le représentant d'une importante Union (les mineurs cette an-

née (1), cherchent à s'y faire une popularité facile auprès des masses et se laissent entraîner à des excès de langage; mais leurs discours et les motions qu'ils font voter par une assistance savamment échauffée, sont sans conséquence. Je sais bien que depuis deux ou trois ans le *chairman du General Council* est « aile gauche » et qu'à la suite de la formation du gouvernement travailliste beaucoup de membres du *General Council* devenus ministres ont été remplacés par des hommes de gauche; cela n'a eu qu'un temps : le *General Council* élu cette année compte à nouveau, par le retour des anciens ministres du cabinet Mac Donald, une majorité « aile droite » et le nouveau Président est un modéré. Le prochain *T. U. C.* sera, par la force des choses, plus calme.

Et puis, quand même, à part des différences de langage, il n'y a guère de différences entre les deux ailes du mouvement ouvrier, l'aile gauche est bien tentée de voir dans le patron un ennemi alors que l'aile droite y voit un collaborateur, mais le résultat est le même : à l'intérieur, droite et gauche sont d'accord pour la défense des salaires et des huit heures et pour toutes les grandes questions qui agitent le monde ouvrier (chômage, nationalisation); quant à la politique étrangère, et particulièrement la politique à suivre à l'égard de la Russie, l'accord est parfait, la reconnaissance des Soviets a été demandée par tout le parti ouvrier et la reprise de relations commer-

(1) Il faut se rappeler que les mines comptent un quart de chômeurs, que ceux qui travaillent doivent lutter continuellement pour le maintien de leurs salaires et que les fonds de leur Fédération ont été à peu près absorbés par le chômage et la lutte. Cf. paragr. 15, tableau A., page 58. On comprend que dans ces circonstances les mineurs soient aigris.

ciales est vue à l'unanimité comme un des meilleurs curatifs au chômage actuel (opinion que je ne veux pas discuter ici).

Bref, les Trade-Unions britanniques sont des plus modérés. Loin de se laisser gagner par une propagande révolutionnaire des plus actives, ils se sont efforcés d'adapter leurs cadres vieillis aux circonstances nouvelles nées de la guerre et de l'après-guerre, pour continuer à rendre les éminents services qu'ils sont accoutumés de rendre à la classe laborieuse, et cela malgré les difficultés de l'heure présente.

Ce sont des instruments de paix sociale. La société britannique tout entière peut leur être reconnaissante.

Vu : Le Doyen,

Vu : Le Président de thèse,

H. BERTHÉLEMY.

GERMAIN-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris

P. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

G. D. H. COLE. — The World of Labour, 1919.

The Payment of Wages.

Chaos and Order in Industry (un exemplaire à la Faculté de Droit), 1920.

Workshop Organisation, 1921.

Labour in the Coal Mining Industry, 1914-1921.

Trade-Unionism and Munitions, 1921.

Organised Labour, 1924.

British Trade-Unionism : Problems and Policy (brochure,, 1925.

The British Labour Movement brochure, 1925 (un exemplaire de 1922 au « Musée Social »).

W. A. ORTON. — Labour in Transition, 1921.

A. PHILIP. — L'Angleterre Moderne, 1925.

A. SIEGFRIED. — L'Angleterre d'aujourd'hui, 1924.

S. and B. WEBB. — History of Trade-Unionism (un exemplaire à la « Faculté de Droit »), 1920.

Labour Year Book n° 1, 1916.

n° 2, 1919.

n° 3, 1924.

n° 4, 1925.

Trades Union Congress Annual Reports, 1915-1924 (Musée Social).

General Council's Report to the 57 th Annual Congress, 1925.

Report of Second Conference of the National Minority Movement,
1925.

Labour Bulletin of Industrial and Political Information (mensuel).

Labour Magazine (mensuel).

Revue Internationale du Travail.

Informations Sociales du « B. I. T. ».

The New Leader (hebdomadaire).

Times et Daily Herald.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE : LA STRUCTURE

INTRODUCTION	9
§ I. — Unions de métier.....	15
§ II. — Unions d'industrie.....	19
§ III. — Fédérations.....	22
§ IV. — Concentration ouvrière.....	25
§ V. — Travailleurs généraux.....	27
§ VI. — Travailleurs agricoles.....	29
§ VII. — Travailleurs intellectuels.....	31
§ VIII. — Femmes.....	32
§ IX. — Conseils d'usine.....	34
§ X. — Le pouvoir suprême.....	36
§ XI. — Rivalités : Ecosse et Irlande.....	44
§ XII. — Le cadre international.....	45

2^e PARTIE : LA PUISSANCE

§ XIII. — Le nombre.....	49
§ XIV. — La tête et les cadres.....	55
§ XV. — L'argent.....	56
§ XVI. — La grève.....	60
§ XVII. — La suspension des trades practices.....	65
§ XVIII. — Le communisme.....	69

3^e PARTIE : L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

§ XIX. — Journée de travail.....	77
§ XX. — Salaires.....	78
§ XXI. — Education ouvrière.....	84
§ XXII. — Conseils Whitley et Trade Boards.....	86
§ XXIII. — Commissions d'Enquête.....	89
§ XXIV. — Nationalisation et contrôle ouvrier.....	90
§ XXV. — Chômage.....	95
§ XXVI. — Habitation ouvrière.....	102

4^e PARTIE : L'ACTIVITÉ EXTRA-PROFESSIONNELLE

§ XXVII. — Trades Councils.....	107
§ XXVIII. — Activité politique.....	109
§ XXIX. — Activité internationale.....	110
CONCLUSION	117
BIBLIOGRAPHIE	121

Imp. des PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris. — 1926
